

CULTURE

La mode de l'instant

La beauté de l'écriture est un luxe, une grâce qui vient par surcroît. Il ne convient ni de la chercher ni de la fuir. Un restaurant ne se juge d'abord ni sur son menu ni sur ses nappes. Tenir un restaurant, c'est offrir à manger. Tenir une plume, c'est offrir à penser.

par JEAN SUR (*)

Il n'y a pas d'avenir, pas de pensée. Il ne reste rien et même pas la contemplation, car la contemplation, à Chartres ou au mont Athos, ouvre un éternel présent qui ne peut ni exclure l'avenir ni l'oublier. Si donc l'avenir, hors de l'événement, « n'y a pas d'avenir », il ne reste à mettre un point final, à ranger mon stylo et à partir n'importe où, par exemple au Club Méditerranée, pour déguster un présent qui, de planche à voile en night-club, de bouffe en culture, finira bien, le traître, par faire un avenir. Difficile de courir après quelqu'un pour lui apprendre qu'il n'existe pas.

Affectueuse colère

Je cache derrière ces lieux communs une affectueuse (donc extrême) colère contre les écrivains et les artistes qui font profession de célébrer l'instant. D'abord ils en parlent mal puis qu'ils en parlent. L'instant n'est pas le lieu du discours mais de l'ineffable, de l'a-peine-perçu, du je-ne-sais-quoi, du presque-rien, comme dit Jankélévitch. L'instant est ce qui me brûle, un feu étrange et rapide, hassad et sournois, imprimable en photo comme la Beaune de Péguy, auprès duquel je brode des mots sur un tissu de papier. Chacun vit l'instant, le secrétaire et l'ouvrier, le cadre et le chômeur, le vieil homme qui meurt et la jeune fille qui s'émeut. Ne vous appropriez donc pas ce qui appartient à tout le monde, messieurs les écrivains, et ne posez pas vos doigts tachés d'encre sur l'immortalité de notre mystère commun.

Pourquoi abandonnez-vous l'instant, au risque de froisser l'instant? Vous avez peur? Comme je le comprends! Mot aussi, il n'y a pas de honte à cela, il suffit de le dire tranquillement, posément, de la voix crainctive qui, déjà, par sa décision, remet la peur à sa place. Mais ne faites pas

semblant : votre refus de l'avenir, votre refus de penser à l'avenir n'est pas une pensée. A jeun, l'entendu; autrement, c'est un désespoir tranchant et plein de violence. Ce n'est pas une inadmissible démission, et je ne veux pas vous laisser vous démettre à la fois du monde et de vous-mêmes, si jolie que soit votre calligraphie. Et surtout ne vous rendez pas à vous-mêmes le mauvais service de penser que vous jouez :

« Je ne sais rien »

« Je ne sais rien », voilà la phrase qu'on attend d'un écrivain. On l'attend pour le bruit très particulier qu'elle fait dans chaque bouche, on l'attend pour que se libère ce que nous sommes tous, on l'attend pour mettre fin au règne des menteurs qui ont toujours raison. On l'attend pour oser vivre et savoir mourir. Je sais de dire vraiment « Je ne sais rien », sans agressivité, sans forfanterie, sans arrière-pensées d'alcool, sans tristesse appliquée. Essayez, et dites-nous ensuite sérieusement que l'avenir n'existe pas.

Les écrivains s'occupent beaucoup d'eux. C'est leur singularité,

on ne joue que les jeux qu'on joue. Si on jouait à autre chose? Le monde est si pesant, les spécialistes savent tant de choses. Freud veille si bien au grain, nous serons tous bientôt si californiens. Si on jouait à rêver l'homme, la femme, les hommes et les femmes, les gens de la rue, du travail, des loisirs, aux sexualités affolées, aux cœurs pudiques, avec leurs projets déconçus et leur formidable bonne volonté? Nous, quel. Vous et moi, tous dans cet uniforme de grisaille qui rêve. Ne dites pas que cela ne vous intéresse pas, sinon je vais leur apprendre, aux gens, pourquoi vous voulez leur imposer vos manières, vos désespoirs et votre vocabulaire, par-dessus le marché. Soyez nus à la plage si vous voulez. Mais soyez-le un peu dans vos cahiers. Otez même le slip du discours culturel sur l'érotique et la civilisation. C'est votre faux-oui, vous ne comprenez pas? Il vous faut nu sur ce papier où votre nudité au moins ne ressemble à aucune autre, où elle n'est ni belle ni laide, il vous faut nu, à la fin des fins, pour que le paratexte capitule et que reste votre désir, feu follet qui s'en prend à tout hassad au monde, faute de lui parler d'amour à l'oreille.

Le démon de l'analogie

TOUT le monde aujourd'hui parle d'interdisciplinarité. On l'invoque à propos de réformes de l'enseignement, de la recherche, de la formation continue, du recyclage. Le malheur est qu'elle n'existe encore qu'en paroles : la plupart des tentatives faites jusqu'à ce jour se contentent de faire coexister dans un semblant de voisinage des disciplines qui continuent les monologues parallèles qu'on leur a toujours connus.

par GILBERT GADOFFRE (*)

l'épreuve du passage d'une discipline à l'autre que l'Institut européen avait organisé en 1970 un colloque à Saclay où le dialogue entre Jacques Monod, Michel Foucault et Willy Hartner est resté gravé dans la mémoire de ceux qui l'ont suivi. Il a été aussi l'occasion d'une prise de conscience de l'ampleur des lacunes devant lesquelles nous nous trouvons, et de la difficulté de tracer des frontières entre le scientifique et le pseudo-scientifique.

Depuis huit ans

Le colloque n'était pas encore fini que les participants déjà se préparaient à se revoir à intervalles réguliers en cours d'année au Collège de France sous la présidence d'André Lichnerowicz et de François Perroux pour entreprendre une étude exhaustive de concepts interdisciplinaires. Huit ans se sont écoulés déjà depuis le colloque de Saclay, et l'effort ne paraît pas faiblir. Sous la titre de « Recherches interdisciplinaires » les travaux des cinq premières années ont été rassemblés et publiés coup sur coup chez Mouton, le premier volume étant consacré à la Structure et dynamique des systèmes (1976) et le second à l'idée de régulation dans les sciences (1977).

Depuis trois ans, les travaux portent sur le concept d'analogie, et cette fois les colloques itinéraires de l'Institut colligent tout ce qui a été écrit autour du même sujet. Au colloque de 1976, sur « Les hommes de la Renaissance et l'analogie », succédait l'an dernier un second sur « Langage poétique et pensée analogique ». Le colloque sur « Histoire et analogie » qui vient de s'achever était le troisième et dernier cycle dont la difficulté principale tenait à la plasticité même du concept étudié.

Établir des relations de ressemblance entre deux objets par ailleurs différents et se servir du plus accessible des deux pour rendre

l'autre intelligible, c'est là une démarche courante qui se traduit par des jeux d'équivalence de tous ordres, depuis la métaphore banale jusqu'au parallèle à la Plutarque. Ce qui lui confère son ambiguïté c'est son élasticité même qui lui permet d'être présente aux opérations les plus diverses : dans la façon d'appréhender l'avenir, d'interpréter le présent en fonction du

passé, de projeter le présent sur le passé, ou un passé sur un autre passé, d'établir des parallèles entre le rythme de l'historien et celui de la mécanique, dans les prises de position politiques, dans les attitudes de la vie quotidienne, dans l'élaboration des hypothèses scientifiques les plus valables, et aussi dans les fluctuations pseudo-scientifiques aberrantes.

Le jeune Cohn-Bendit, interviewé quelques mois après les événements du mai 68, déclarait qu'on avait bien tort de lui reprocher de vouloir tout détruire sans savoir où il allait puisque ceux qui avaient fait la révolution française ne le savaient pas davantage. En quoi il se trompait. Les hommes de 1789 croyaient fort bien savoir où ils allaient : vers un royaume à l'anglaise; et ceux de 1793 voulaient la République romaine. On ne compte plus les prises de position politiques d'hier et d'aujourd'hui qui ne sont compréhensibles qu'en fonction des analogies conscientes ou inconscientes sur lesquelles on les fonde, et dont la public est le plus souvent victime.

Une approche plus réaliste

Les historiens réunis à Loches savaient fort bien que traiter l'analogie par l'indifférence ou le mépris est le plus sûr moyen d'en devenir la victime par surprise. Et comment ignorer une démarche de l'esprit aussi quotidienne, et qui périodiquement met en cause les codes sociaux, ou les fondés. En observant son mécanisme et ses modes de fonctionnement à plusieurs époques et à plusieurs niveaux, ils ont choisi l'approche la plus réaliste : analyse de ce qu'a été l'analogie gréco-romaine pour les Romains par le Pr Paul Veyne, du Collège de France, avatars de la légende des Camisards par Philippe Joutard, étude de la mentalité analogique chez les historiens de la Renaissance par le Pr Huppert, de Chicago, et chez les historiens du dix-neuvième siècle par Ch. O. Carbonell, de Toulouse, notion de

« roman de famille » proposé par Philippe Ariès, qui, étendue au genre littéraire des Mémoires permettrait de mieux comprendre la continuité qui existe entre la fabulation individuelle, la légende familiale, les Mémoires, le roman et l'histoire — une analogie comme les autres étant réglée d'ailleurs par les lois de l'imagination d'une culture. — Et l'historien dans tout cela, direction? Tout se passe comme s'il n'y avait pas d'histoire, mais des historiens dont l'activité mentale et les démarches ne peuvent se comprendre que replacées dans le cadre d'un moment d'une civilisation. Avant de leçon de modestie que les historiens se donnent à eux-mêmes, faisons que l'on peut qualifier d'exemplaires à une époque où la tentation de la démesure sévit plus qu'ailleurs dans les avenues du savoir. (*) Écrivain.

FRUILLÉTON 28

ADIEU CALIFORNIE

par Alistair MacLean

Le sergent Ryder enquêta sur les activités du terroriste Morro, qui a revendiqué un vol de combustibles nucléaires avec prise d'otages — dont la femme, puis la fille, de Ryder. Les soupçons de Ryder tombèrent d'abord sur le chef de la police locale Donahure, chez lequel il a perquisitionné après l'avisé assommé. Cependant il projette un nouvel entretien avec lui.

La disposition qu'avait adoptée Donahure pour se défendre était guère esthétique. Il était couché sur le ventre, tout habillé, la main gauche pendant jusqu'au sol de façon à se trouver à portée d'un verre de bourbon à moitié plein, les cheveux en désordre et les joues mouillées non pas comme on aurait pu l'imaginer par la transpiration, mais par celui qui s'échappait d'un sac de glace que Donahure avait placé stratégiquement sur le dos de sa tête. On peut supposer que l'assoupissement que déclenchaient ses ronflements sonores n'était pas causé par la grosse bosse distendue sans nul doute sous le sac de glace, mais par le bourbon : car il était difficile qu'un homme revienne à lui après avoir reçu un coup parvient à téléphoner à son bureau pour l'informer qu'il sera absent toute la journée, puis retombe dans l'inconscience par la faute du même coup. Ryder posa à terre le dossier vert qu'il avait pris avec lui, s'empara du colt de Donahure et le bouscula sans aucune douceur à l'aide du canon de l'arme.

Donahure grogna, remua, déplaça le sac à glace en tournant la tête et essaya d'ouvrir un œil. Sa première réaction fut celle d'un homme qui voit devant lui un long tunnel obscur. Mais quand cette impression première se fut lentement dissipée, l'image qui dans son cerveau embrumé se substitua à celle du tunnel fut celle d'un canon d'arme à feu — celui de son propre 45 — et derrière la silhouette du colt son œil unique flûta par accommoder le visage de Ryder. Alors se produisirent simultanément deux phénomènes : il ouvrit vivement les deux yeux, et son teint normal entre puer et ponceux, vira brusquement au gris sale.

« Asseyez-vous », dit Ryder. Donahure resta étendu ; ses bajoues tremblaient. Puis il poussa un hurlement de douleur quand Ryder le prit par les cheveux et le força à redresser le torse. Évidemment, une bonne partie de sa chevelure était enracinée dans la bosse qui se trouvait au dos de son crâne et la douleur du scalp produisit sur les glandes lacrymales

de Donahure un effet prévisible : ses yeux injectés de sang ressemblèrent soudain à deux poisons rouges dans un local d'eau boueuse. « Vous savez comment, on mène un interrogatoire, Fatso? », demanda Ryder.

« Oui. Non, vous ne savez pas, mais je vais vous apprendre. Pas d'ordre, un manuel, ce qui, je le crains, ne vous arrivera plus jamais. Mais, pour vous consoler, je vous dirai que, par comparaison, l'interrogatoire que vous subirez au banc des accusés sera presque agréable. Où est l'homme qui vous paie, Donahure? »

« Pour l'amour de Dieu, où est-ce que... » Il s'interrompit avec un hurlement de douleur, plaqua ses deux mains sur sa tête, et se mit à hurler. Ryder se pencha vers lui, et dans un geste de pitié, il prit la main de Donahure et la serra dans la sienne. « Où est-ce que... »

« Je ne sais pas, bêgaya-t-il derrière ses deux mains. Je ne sais pas combien. Des centaines. — De mille? »

Il acquiesça, Ryder ramassa la chemise de Donahure et le montra à Donahure. « Au total, cinq cent cinquante mille dollars dans sept banques sous sept noms différents. Cela doit être à peu près juste. »

Nouvel acquiescement. Ryder remit les papiers dans la chemise de Donahure. « Si telle était la part de Donahure, combien LeWinter devrait-il avoir en réserve à Zurich? »

« La dernière paie, dit Ryder avec mépris. Dix mille dollars. C'était pour... »

Donahure était tellement paralysé par la douleur et par l'épouvante qu'il ne lui vint même pas à l'idée de demander à Ryder comment il était au courant de cette somme. « Les flics, bredouilla-t-il. — Pour quoi faire? — Couper toutes les lignes des téléphones publics entre lui et chez Ferguson. Couper la ligne de Ferguson. Séquestrer son employeur de police. Dégager les routes. »

Dégager les routes? Pas de patrouilles sur le trajet du camion détourné par les gangsters, c'est ça? Donahure acquiesça une fois de plus. Il trouvait manifestement plus facile de hocher la tête que de parler. « Seigneur, dit Ryder, vous faites une belle équipe. J'aurai les noms plus tard. Mais d'abord : qui s'a doué, ces armes russes? — Des armes? — Un léger froncement se manifesta dans l'étrange bande de chair qui séparait les sourcils de Donahure de la racine de ses cheveux : indication visible qu'une partie au moins de son

Puis il hurla une fois de plus : son nez avait subi le même sort que celui de Raminoff. « Je ne dirai pas que cette scène n'est aussi désagréable qu'à vous, car ce n'est pas moi qui suis assommé, dit Ryder. Qui l'a donné ces fusils? — Je ne sais pas. — Donahure leva les mains pour se protéger du pistolet que brandissait à nouveau Ryder. — Vous pouvez écarabotter toute ma figure, je ne saurai quand même pas. Je les ai trouvés un soir en rentrant. Un soir au téléphone m'a dit de les garder. — Et cette voix avait un nom? — Non. — Ryder ne mit pas en doute ce que disait Donahure. Aucune personne intelligente n'aurait été assez folle pour livrer son nom à Donahure dans un cas pareil. — C'est la même voix qui l'a ordonné de faire brancher une table d'écoute sur la ligne de LeWinter? — C'est la même voix qui a dit que vous n'avez rien de mieux que de le laisser tranquille. — Donahure s'interrompit, non pas cette fois, en raison d'un coup qu'il aurait reçu ou appréhendé de recevoir, mais parce que le sang qu'il avait à la fois par le nez et par la bouche commença à l'empêcher de respirer. Il put enfin glapir dans un hoquet : — Oui. — Morro? Morro qui? — L'occupe pas. — Si Donahure ignorait le nom de l'intermédiaire de Morro, ne savait très certainement rien de Morro lui-même.

Jeff avait d'abord essayé de se rendre au Radar à Bay Street, le bar louche où son père avait donné rendez-vous à Dunne. Mais il semblait bien que personne qui répondit à la description de Ryder n'eût passé par là de la fois par le nez et par la bouche de lui dire. De là, il était allé au bureau du F.B.I. D'après ce qu'avait dit Dunne, c'était un nommé Delage qui devait s'y trouver, et tel était bien le cas : mais Dunne était aussi là. Manifestement, il n'était pas allé se coucher, et il dévisagea Jeff avec surprise.

« Encore! Qu'est-ce qu'il y a? — Est-ce que vous avez vu mon père? — Non, pourquoi? — Quand nous sommes rentrés, il m'a dit qu'il allait se coucher, mais il n'en a rien fait. Il est reparti au bout de deux ou trois minutes. Je l'ai suivi, je ne sais pas bien pour quoi : j'avais l'im-

pression qu'il avait rendez-vous avec quelqu'un et que c'était dangereux pour lui. Mais j'ai perdu sa piste à un feu rouge. — C'est plutôt pour l'autre que je me ferais du souci, répliqua Dunne, qui ajouta après une seconde d'hésitation : j'ai quelques nouvelles pour vous, mais pas des meilleures. Les deux hommes du F.B.I. qui ont été blessés cette nuit à San-Diego étaient associés. Or l'un d'eux, le roman de se réveiller, et il a dit que la première personne qui ait été atteinte n'était ni lui ni son camarade, mais Peggy. Elle a reçu une balle dans l'épaule. — Ce n'est pas possible. — Je crains que oui, mon garçon. Je en suis très bien le type qui a dit ça, et il ne raconte pas de bobards. — Mais alors, mais alors, si elle est blessée, on a dû la soigner, la mener à l'hôpital, elle doit avoir... — Jeff, je suis navré, mais nous ne savons rien de plus. N'oubliez pas que les kidnappers l'ont emmenée avec eux. — Jeff ouvrit la bouche pour parler, puis brusquement, tourna les talons et partit en courant. Du F.B.I. se rendit directement au Delmino, le rendez-vous favori des policiers du bureau central. Or, les sergents Ryder et Parker s'étaient trouvés à un moment auparavant. Non, le barman ignorait où ils étaient allés ensuite. — Jeff parcourut les quelques 100 mètres qui le séparaient du bureau central et y trouva Parker avec le sergent Dickson.

« Tu es vu mon père? — Oui, pourrions-nous? — Tu sais où il se trouve à présent? — Oui, mais, encore une fois, pourquoi? — Dis-le moi, c'est tout. — Je ne suis pas tout à fait sûr que je doive te le dire, Jeff. — Le dévissage Jeff, lui dans ses yeux l'urgence et une décision intense : il ne pouvait pas savoir que c'était à cause de ce que le jeune homme venait d'apprendre sur sa sœur, mais cela le déterminait à dire, fût-ce avec quelque réticence : — Il est chez Donahure. Mais je n'en suis pas certain. — Il s'interrompit : Jeff était déjà parti. Parker jeta un coup d'œil à Dickson et haussa les épaules. (A suivre.)

© Copyright Librairie Arthème Fayard et Le Seuil. Traduit de l'anglais par Paul Alexandre.

13-14 AOUT 1978

Le Monde L'île de

Je m'en souviens

150 pages

AU LARGE DE L'ANGLETERRE

L'île de Man : mille ans d'autonomie

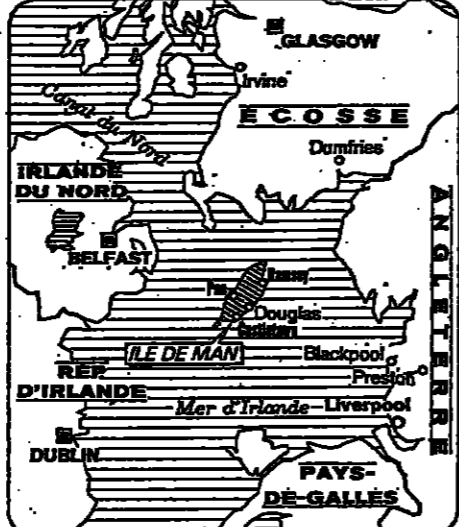
De notre envoyée spéciale

Douglas (Île de Man). — L'île de Man, 572 kilomètres carrés, 80 000 habitants, a comme Carthage, trois siècles de fierté ; le Tynwald, le plus vieux Parlement du monde...

Le Tynwald, d'un mot norrois, « Thing-Old », qui signifie « champ de l'assemblée », est l'un des nombreux éléments de l'héritage viking qui, à Man comme dans tout l'ouest britannique, est étroitement imbriqué au patrimoine celtique.

« Traadylloar » Depuis 1970, le produit national brut de Man a crû au taux annuel de 3,4 %. L'agriculture et le bâtiment sont, avec le tourisme, ses ressources les plus fructueuses, mais c'est surtout le marché financier qui assure la prospérité de l'île : près de 30 % de ses habitants sont des banquiers et de compagnies d'assurances. Ce « boom » financier ne va pas sans imputer certains responsa-

quatorze à vingt et un ans. En 1970, le coupable reçoit seulement deux coups de canne (répétés moins douloureux), au-delà, il subissent leur châtiment — quatre coups de branche de bouleau. Le quatrième, Anthony Tyrer, fait appel, et est à son tour condamné à sept ans de prison, condamné déposé une requête devant la commission des droits de l'homme de la Cour de Strasbourg. Le gouvernement mannois est représenté par son attorney general (ministre de la Justice) et un avocat anglais qui, aux dires de tous, plaide de son mieux. Mais en 1978, en audience privée, quatre juges contre un (le seul Anglais) déclarent que le « bouleau » est un châtiment « dégradant ».



Le friskellon est toujours debout

Ramsay, capitale de la côte nord, est aussi le fief des « When Is ». Les « When Is », ce sont les retraités de l'île qui se retrouvent pour prendre le thé, jouer au golf, ou au bridge et évoquer le bon vieux temps : « When I was in Kenya (ou l'Inde, ou Hongkong) ». Si « When Is » ont colonisé l'île de Man, ce n'est pas uniquement pour son doux climat et son mode de vie quasi vicié, c'est aussi parce que la suite d'une décision prise en 1980 par le Tynwald, l'impôt sur le revenu y a été ramené à un taux unitaire de 11,35 % et les droits de succession abolis. Ces mesures, qui font de l'île l'un des paradis fiscaux les plus recherchés par les hommes d'affaires et les retraités, ont provoqué un « boom » économique à un moment où Man était dans le marasme après avoir connu une quasi-prospérité pendant la dernière guerre grâce aux troupes qui y étaient cantonnées et aux internés allemands et italiens qui y coulaient des jours plus heureux que sur les fronts de Libye ou de Russie. Les mauvais esprits voient dans cet essor économique une nouvelle illustration de la devise de Man : trois jambes gagnées d'une armée avec la devise « Quantunne », les troupes qui y étaient cantonnées et aux internés allemands et italiens qui y coulaient des jours plus heureux que sur les fronts de Libye ou de Russie.

« demsters » (Juges chargés de faire appliquer la constitution) les « keys » (députés de la chambre basse), l'évêque et tous les dignitaires, se rendent de l'église au tribunal de St-John où toutes les lois qui ont été votées dans l'année sont lues à haute voix, alternativement en anglais et en langue mannoise (1). La constitution de l'île de Man, qui ne fait pas partie du Royaume-Uni, mais a le statut de dépendance de la couronne, membre du Commonwealth, a très peu changé depuis celle qui fut promulguée en 1879 par le roi Édouard VII. En 1965, Man a officiellement obtenu une autonomie presque complète à l'égard des affaires civiles, judiciaires et financières. A une seule exception : aux termes de l'accord de 1966, dit de la « common purse » (bourse commune), Londres assure certains services publics, notamment la collecte de la T.V.A. et des droits de douane, et verse, en compensation, une subvention qui sera de l'ordre de 15 millions de livres cette année. Stimulées par l'arrivée de quelque

bles qui y voient une dangereuse fragilité de l'économie mannoise. Mais dans la mesure où le « paradis fiscal » de Man est une bonne affaire pour la zone sterling, les « demsters » en ont fait un « paradis fiscal » qui ne fait pas partie du Royaume-Uni, mais a le statut de dépendance de la couronne, membre du Commonwealth, a très peu changé depuis celle qui fut promulguée en 1979 par le roi Édouard VII. En 1965, Man a officiellement obtenu une autonomie presque complète à l'égard des affaires civiles, judiciaires et financières. A une seule exception : aux termes de l'accord de 1966, dit de la « common purse » (bourse commune), Londres assure certains services publics, notamment la collecte de la T.V.A. et des droits de douane, et verse, en compensation, une subvention qui sera de l'ordre de 15 millions de livres cette année. Stimulées par l'arrivée de quelque

« L'affaire soulevée une émotion intense dans « l'île » et même ailleurs. A la mi-janvier, les palibés Mannois défilent dans les rues de Douglas en brandissant des pancartes en faveur de l'abolition de la peine de mort, particulièrement dans les États-Unis. Tous les Mannois vous jurent que le « bouleau » est un remarquable moyen de dissuasion. Si un Français en doute, on lui jette immédiatement « sa » pelotonne à la tête. Pourtant, quand on regarde les statistiques publiées, avec une rigueur toute britannique, que par le gouvernement mannois, on relève que le nombre des « votes de fait » ne diminue pas : il y en avait en dix en 1968, il y en a eu sept en 1971, dix-neuf en 1974 et quarante-cinq en 1978, la dernière année où le « birching » a été utilisé. Les Mannois sont d'autant plus fiers qu'un mois avant cette décision « scandaleuse », la Cour de Strasbourg avait débouté le gouvernement de la République fédérale de l'Allemagne de son droit de punir les auteurs de crimes britanniques d'avoir, en 1971, torturé des Irlandais du Nord soupçonnés de terrorisme. Les esprits méditent maintenant les décisions que l'affaire de Strasbourg servira de moyen de chantage à Londres pour faire pression sur le Tynwald. Les Mannois ont refusé une partie de son autonomie. Quelques chose comme : on vous renonce à cette coutume barbare ou vous perdez votre statut de « paradis fiscal ». Les Mannois ont refusé, bon gré mal gré, Man va maintenant être obligé de renoncer à un bienheureux « bouleau ».

NICOLE BERNHEIM. (1) Langue celtique apparentée au gaélique parlé en Écosse et en Irlande.

Bonn et Belgrade tentent de régler le problème de l'extradition des extrémistes croates

De notre correspondant

Bonn. — La partie de poker diplomatique-juridique qui se joue depuis le printemps entre Bonn et Belgrade vient d'entrer dans une phase nouvelle. Cette confrontation avait commencé en mai dernier avec l'arrestation à Zagreb de quatre jeunes allemands de l'ouest recherchés par la police de R.F.A. en raison de leurs activités au sein de la fraction armée rouge : Brigitte Mohr, Siegfried Hofmann, Peter Jürgen Bock et Rolf Clemens Wagner. Alors qu'à Bonn on comptait sur l'extradition rapide de ce groupe, il devint vite clair qu'à Belgrade on était moins pressé. Le gouvernement yougoslave demanda en effet l'extradition de huit émigrés croates vivant en République fédérale, auxquels il reprochait d'appartenir à un réseau d'extradition des attentats contre le régime du dictateur Tito (Le Monde du 21 mai).

D'un côté comme de l'autre, on n'a pas eu de succès. Depuis le début, qu'il soit question d'organiser un « échange de terroristes ». Telle était d'ailleurs, vendredi 11 août, encore, l'attitude du ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, et de son collègue yougoslave, M. Vrhovec, qui se sont rencontrés à Bad-Neuenahr, en Bavière. Officiellement, il est vrai, il s'agit seulement de procéder à un échange d'informations sur les problèmes européens. A cette occasion, chacun des interlocuteurs s'est déclaré incapable d'interrompre les décisions judiciaires concernant les terroristes. En fait, les autorités yougoslaves ont donné l'impression très nette qu'elles attendaient les décisions des tribunaux allemands pour se prononcer sur l'extradition des quatre détenus de Zagreb réclamés par Bonn. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a autorisé une des extraditions demandées par Belgrade. Il s'agit de M. Josip Stefan Bilandic, qui est considéré comme le principal chef de l'émigration croate. Les juges de Cologne ont estimé que les charges retenues contre le yougoslave étaient suffisantes pour justifier sa remise entre les mains des autorités de Belgrade. Les autres décisions judiciaires, notamment celle de la Cour constitutionnelle et envisageant de soumettre l'affaire à la Commission européenne des droits de l'homme. De toute manière, si le verdict de Cologne était confirmé, la décision finale appartiendrait encore au gouvernement de Bonn : ce dernier a déjà refusé de procéder à cette extradition, mais rien ne l'y oblige en droit.

Bilandic était fait remarquer par la presse internationale lors de sa première apparition publique, avec vingt-cinq autres

Croates, il prit part à une attaque spectaculaire contre la mission commerciale yougoslave à Bad-Godesberg. Il fut condamné alors à trois mois et demi de prison. Depuis sa libération, toutefois, la police ouest-allemande a seulement pu le soupçonner de jouer un rôle d'organisateur au sein du mouvement de résistance croate. En 1976, son beau-frère, Pavle Fenovic, fut condamné à deux ans de prison pour avoir tenté de tuer le vice-consul yougoslave de Düsseldorf en compagnie d'un autre Croate, Marko Krpan, dont Belgrade réclame également l'extradition. Mais Bilandic ne fut pas impliqué dans l'affaire ; le jour de l'attentat, il se trouvait en vacances à Torremolinos. D'autres décisions des tribunaux de la République fédérale auront moins satisfait le gouvernement de Bonn. Lundi 7 août, les juges de Frankfurt ont ordonné la libération de Nikola Milicevic et de Ljubomir Dragoja, à qui, du côté yougoslave, on reprochait d'avoir pris part à des attentats, notamment contre le bureau de poste de Zagreb et contre le « Helix Express ». Le tribunal a estimé que le dossier sur Bilandic n'était pas déterminant. Jeudi, les juges de Karlsruhe ont décidé à leur tour de libérer un autre Croate réclamé par Belgrade, Ilija Papac. L'extradition éventuelle de Bilandic, même si elle est désormais assurée, ne résout pas les problèmes européens. En fait, les autorités yougoslaves ont donné l'impression très nette qu'elles attendaient les décisions des tribunaux allemands pour se prononcer sur l'extradition des quatre détenus de Zagreb réclamés par Bonn. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a autorisé une des extraditions demandées par Belgrade. Il s'agit de M. Josip Stefan Bilandic, qui est considéré comme le principal chef de l'émigration croate. Les juges de Cologne ont estimé que les charges retenues contre le yougoslave étaient suffisantes pour justifier sa remise entre les mains des autorités de Belgrade. Les autres décisions judiciaires, notamment celle de la Cour constitutionnelle et envisageant de soumettre l'affaire à la Commission européenne des droits de l'homme. De toute manière, si le verdict de Cologne était confirmé, la décision finale appartiendrait encore au gouvernement de Bonn : ce dernier a déjà refusé de procéder à cette extradition, mais rien ne l'y oblige en droit. Bilandic était fait remarquer par la presse internationale lors de sa première apparition publique, avec vingt-cinq autres

« quinze mille émigrés en R.F.A. D'autres décisions des tribunaux de la République fédérale auront moins satisfait le gouvernement de Bonn. Lundi 7 août, les juges de Frankfurt ont ordonné la libération de Nikola Milicevic et de Ljubomir Dragoja, à qui, du côté yougoslave, on reprochait d'avoir pris part à des attentats, notamment contre le bureau de poste de Zagreb et contre le « Helix Express ». Le tribunal a estimé que le dossier sur Bilandic n'était pas déterminant. Jeudi, les juges de Karlsruhe ont décidé à leur tour de libérer un autre Croate réclamé par Belgrade, Ilija Papac. L'extradition éventuelle de Bilandic, même si elle est désormais assurée, ne résout pas les problèmes européens. En fait, les autorités yougoslaves ont donné l'impression très nette qu'elles attendaient les décisions des tribunaux allemands pour se prononcer sur l'extradition des quatre détenus de Zagreb réclamés par Bonn. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a autorisé une des extraditions demandées par Belgrade. Il s'agit de M. Josip Stefan Bilandic, qui est considéré comme le principal chef de l'émigration croate. Les juges de Cologne ont estimé que les charges retenues contre le yougoslave étaient suffisantes pour justifier sa remise entre les mains des autorités de Belgrade. Les autres décisions judiciaires, notamment celle de la Cour constitutionnelle et envisageant de soumettre l'affaire à la Commission européenne des droits de l'homme. De toute manière, si le verdict de Cologne était confirmé, la décision finale appartiendrait encore au gouvernement de Bonn : ce dernier a déjà refusé de procéder à cette extradition, mais rien ne l'y oblige en droit. Bilandic était fait remarquer par la presse internationale lors de sa première apparition publique, avec vingt-cinq autres

Portugal Les centristes préconisent des élections générales anticipées

De notre correspondant

Lisbonne. — « Je suis de tempérament optimiste », a déclaré M. Nobre da Costa, sortant du palais présidentiel de Belem où, le vendredi 11 août, s'est entretenu avec le chef de l'Etat, le général Spinas. Selon lui, le gouvernement de la « coalition présidentielle » qu'il a été chargé de constituer sera prêt d'ici à trois semaines. Sa tâche s'annonce très difficile. Seul le P.S.D. de M. Sá Carneiro semble disposé à ne pas élever d'objections. En revanche, le P.S., qui s'est opposé dès le début au projet du général Spinas, ne montre pas ses positions. Il accuse le président de la République d'avoir « violé la Constitution » en désignant un nouveau premier ministre. En effet, selon l'article 190 de la constitution portugaise, le chef de l'Etat doit consulter les formations politiques représentées au Parlement, avant de nommer le chef du gouvernement. Or, M. Nobre da Costa ne figurait pas sur la liste soumise aux dirigeants des partis lundi dernier. Mario Soares refuse d'autre part d'appuyer un gouvernement qui devrait, selon lui, être « de base et de direction socialiste ». La participation, dans le prochain cabinet, de membres du P.S., même à titre personnel, semble exclue. Cette attitude inquiète M. Freitas do Amaral, leader du Centre démocratique et social, à s'interroger sur le succès de la mission confiée à M. Nobre da Costa. Il propose déjà une autre solution : la constitution d'un gouvernement de gestion, où siègeraient uniquement des indépen-

dants et dont le rôle consisterait à préparer, dans les plus brefs délais, des élections législatives anticipées. « La démocratie portugaise traverse une des plus graves crises de son existence », estime de son côté le parti communiste. « La crise provoquée au mois de juillet par le C.D.S. fait partie d'une stratégie des forces réactionnaires qui prétendent briser le régime démocratique, reconquérir le pouvoir économique et politique et instaurer une nouvelle dictature », lit-on dans le communiqué diffusé vendredi 11 août, à l'issue de la réunion du comité central du P.C.P. Les communistes critiquent le choix du président de la République, qui aurait opté pour un dirigeant ouvert au dialogue et capable de jouer un rôle modérateur dans les conflits de la société portugaise. Le P.C.P. suggère que le général Spinas désigne une autre personnalité civile pour remplacer M. Nobre da Costa. Le parti de M. Cunha met en garde le futur gouvernement contre des tentatives de changement des structures économiques du pays mises en place depuis le 25 avril 1974 : « Cela provoquerait de graves tensions et de graves conflits sociaux », affirme-t-il. Enfin, le P.C.P. manifeste son inquiétude face à une situation où « il n'y a pratiquement pas de gouvernement » ; le Conseil de la révolution est l'objet d'attaques constantes et l'Assemblée n'a pas encore repris ses travaux. JOSÉ REBELO.

Le « scandale » de Strasbourg

L'affaire de la Cour européenne de Strasbourg a vraiment failli remettre en cause le superbe équilibre mannois. Il est à peu près impossible de rencontrer un seul habitant de l'île qui admette seulement des limites à l'affliction du « birching ». L'affaire est déjà ancienne : en mars 1974, dans la petite ville de Castletown, quatre écoliers de quinze ans tombent à bras raccourcis sur un « préfet » de leur établissement, le plus âgé chargé de faire respecter la discipline. Ils le soupçonnent de les avoir dénoncés au proviseur parce qu'ils buvaient de la bière dans l'école. Ils le blâment. Les quatre garçons sont accusés de « votes de fait », un délit justiciable du châtiment corporel pour tout individu de sexe masculin âgé de

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

LE CHEF DE L'ETAT, le général Juan Pereda Azpurr, a abolit vendredi 10 août l'état de siège instauré depuis le soulèvement militaire du 21 juillet dernier, qui l'a porté au pouvoir. Il a également aboli deux lois répressives : la loi de sécurité intérieure de l'Etat et la loi du service civil obligatoire. La suppression de l'état de siège permet le rétablissement de toutes les activités politiques et syndicales. La loi de sécurité intérieure de l'Etat autorisait la police politique à agir en marge des tribunaux.

Cambodge

LA SUISSE ET LE CAMBODGE ont décidé d'établir des relations diplomatiques, a-t-on annoncé à Berne vendredi 10 août. L'ambassadeur suisse résidera dans un pays tiers, comme c'était déjà le cas avant 1975. — (A.F.P.)

Chine

M. FENG CHEN, ancien maire de Pékin, première victime de la révolution culturelle en 1966, doit être réhabilité haut poste de directeur régional, indique le bureau de l'A.P.P. de Hongkong, se référant à une « très bonne source qui cite des cadres bien placés rencontrés en Chine ».

Espagne

DEUX PERSONNALITES DE L'EXTRÊME DROITE ont été impliquées le vendredi 10 août par le juge d'instruction de Guadalajara pour infirmer au chef de l'Etat et propagande illégale. Le duc de Tovar, membre de l'« Fuerza Nueva », et M. Luis Valero Benjoe, un dirigeant de la Confédération nationale des anciens combattants, avaient, lors d'un meeting le 1er avril dernier, trompé sur le roi. Le duc de Tovar lui avait promis « tous les décrets et les vices de ses ancêtres ». — (A.F.P.)

Irlande du Nord

UN SOLDAT BRITANNIQUE, qui se trouvait dans un véhicule militaire des éléments civils, a été tué vendredi 10 août da. Les faubourgs de Londonderry, l'I.R.A. a revendiqué la responsabilité du meurtre. Dans l'après-midi du même jour, une caserne de l'armée britannique avait été attaquée à l'explosif et avec des armes automatiques à Belfast. L'attentat n'a pas fait de victimes. — (A.F.P., U.P.I.)

Sénégal

L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE sénégalaise a quitté vendredi 10 août la salle des séances et décidé de boycotter les travaux de la seconde session extraordinaire de l'Assemblée nationale. Composée de dix-huit députés du parti démocratique sénégalais (P.D.S.), elle accuse le parti socialiste (P.S.), majoritaire, et le gouvernement de ne pas permettre aux organes de presse (gouvernementaux) de rendre compte objectivement des travaux de l'Assemblée.

Tchécoslovaquie

M. HENRY BOEL, ministre belge de l'Intérieur, a annulé la visite qu'il devait faire ce mois-ci à Prague en raison de l'expulsion récente de Tchécoslovaquie d'un journaliste belge. M. Simonet, le ministre des affaires étrangères, a demandé des explications sur le cas de M. Camps au chargé d'affaires tchécoslovaque. A Oslo, le syndicat des journalistes norvégiens a envoyé au président Husak une lettre de protestation contre le traitement infligé récemment à deux journalistes de ce pays, également en cours d'un séjournage en Tchécoslovaquie.

Thaïlande

LE PREMIER MINISTRE, le général Kriangsak, a remanié son gouvernement 3 samedi 12 août. Il abandonne le porte-

feuille de l'intérieur et assume à la place les fonctions de ministre de la défense. M. Lek Neomali, devient ministre de l'Intérieur. — (A.F.P.)

Union soviétique

LES JOURNALISTES ETRANGERS se sont vu refuser le droit de se rendre, le mardi 15 août, à Elektrostal (à 80 kilomètres de Moscou), où aura lieu le procès d'Alexandre Podrabinek, poursuivi pour avoir dénoncé les internements psychiatriques abusifs. Le ministère des affaires étrangères a déclaré que la ville industrielle située en dehors de la zone des 40 kilomètres autorisés était « fermée » aux étrangers. — (U.P.I.)

UNE ARMENIENNE SOVIÉTIQUE, Mme Eliza Obstepyan, s'est réfugiée dans la nuit du 10 au 11 août à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou avec ses deux jeunes fils, après que les autorités soviétiques lui eurent refusé un visa pour les Etats-Unis. La réfugiée a déclaré que sa mère et une de ses sœurs habitaient à Los Angeles. Elle a rejoint aussi sept pentecôtistes qui campent dans l'entree de l'ambassade depuis plusieurs semaines avec le même objectif de se rendre aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

Vietnam

HANOI A DEMANTIÉ les accusations formulées par M. Teng Sary, vice-premier ministre chargé des affaires étrangères du Cambodge, dans une interview publiée dans le Monde du 30-31 juillet, selon lesquelles un membre du comité central du P.C. vietnamien et quatre supérieurs avaient été arrêtés en territoire khmère et renversés le régime de Phnom-Penh. Dans un communiqué publié vendredi, le ministre vietnamien des affaires étrangères a qualifié ces propos de « mensonges et tromperies » et mis au défi les Cambodgiens d'apporter la preuve de leurs accusations.

PROCHE-ORIENT

Liban

La trêve instaurée à Beyrouth-Est a été rompue

De notre correspondant

Beyrouth. — La trêve instaurée jeudi matin à Beyrouth-Est aura duré moins de quarante-huit heures. Elle a en effet été rompue dans la soirée du vendredi 11 août. Tout le monde lui était allé au-devant, mais on ne pensait pas qu'elle serait de si courte durée.

Le regroupement des troupes syriennes (deux cent cinquante soldats des unités d'élite), jusqu'alors disséminées à travers Achrafieh, avait été l'occasion d'un redéploiement des forces en présence. Les Syriens ont occupé un périmètre de défense d'un arc de 350 mètres de rayon autour de la tour Rizk, où ils sont venus rejoindre leurs camarades qui y étaient déjà fermement retranchés avec leur artillerie, tandis que les miliciens de la droite chrétienne avançaient leurs lignes en s'installant et en se fortifiant jusqu'en face des nouvelles positions.

La FAD (Force arabe de dissuasion) a rejeté sur un groupuscule marginal de ce qui signifie qu'elle ne met en cause ni les Phalanges, ni le P.N.L.) la res-

ponsabilité de la rupture de la trêve. Elle a accusé les miliciens chrétiens d'avoir tiré au canon sur ses nouvelles positions, ce qui a entraîné une violente riposte de l'artillerie syrienne, installée la nuit à été émaillé de tirs intermittents. Le début de la matinée a été calme. Les témoignages recueillis auprès des habitants encore sur place confirment que les premiers tirs ont été le fait des milices chrétiennes.

Situation bloquée dans le Sud

Dans le sud du pays, la situation demeure bloquée. Le ministre des affaires étrangères, M. Boutros, a pour la première fois depuis près de deux ans que le président par intérim a pu critiquer les Etats-Unis pour leur passivité face à Israël. « J'estime, a-t-il dit, que les conceptions américaines au sujet du Sud, telles qu'elles ont été rapportées par l'ambassadeur turc, comportent de sérieuses lacunes sur le plan du réalisme. Aussi n'engagerons-nous pas de progrès sensibles actuellement. »

LUCIEN GEORGE.

CORRESPONDANCE

Le rôle des puissances en Iran

A la suite de la « Tribune internationale » du journal *« Le Monde du 27 juillet »*, M. Mohamad Bahari, ancien ministre de la Justice et professeur à la faculté de droit de Téhéran, nous écrit :

Les propos de M. Firooz, dont j'ai eu l'honneur de saisir le directeur, me choquent sous la signature d'un ancien diplomate iranien, dans la mesure où ils encouragent l'Union soviétique à s'immiscer dans les affaires intérieures de notre pays, voire de violer nos frontières.

L'auteur se réfère au traité soviéto-iranien de 1921, aux termes duquel il est loisible, selon lui, à notre puissant voisin du nord d'envahir immédiatement notre territoire si nous permettons à une quelconque puissance étrangère d'y installer des bases militaires. Même si l'on suit cette interprétation, on voit mal le prétexte que l'I.R.S.S. pourrait invoquer pour l'occurrence, sans contrevenir à la charte des Nations unies.

L'Iran aurait-il actuellement autorisé une puissance étrangère — en l'occurrence les Etats-Unis — à installer des bases militaires sur son territoire ? Il est exact que des experts américains se trouvent en Iran, que celui-ci achète des armes aux Etats-Unis, comme il en achète à la France, à l'Italie, à l'Allemagne et à l'Angleterre. Mais c'est à l'I.R.S.S. qu'il doit l'installation de son immense usine sidérurgique d'Isfahan. L'application de ces armes et la mise au point de ces techniques modernes exigent une longue période d'adaptation ; quel de plus naturel que les conseillers demeurent sur le terrain jusqu'à parfaite mise en place du matériel vendu ?

L'Iran, nous dit encore M. Firooz, n'a besoin que de produire des armes. N'est-ce pas utopique, s'agissant d'une des régions du monde où sévit tout particulièrement la course aux armements ? On songe avec étonnement à une autre utopie, celle qui faisait rêver de grands idéalistes à une nationalisation des pétroles réalisée comme par enchantement.

Enfin, soupçonner l'Iran de vouloir s'appuyer sur une puissance étrangère pour résoudre ses problèmes intérieurs, c'est méconnaître totalement l'individualisme iranien, le patriotisme tenace et la fierté d'un peuple qui, depuis les temps reculés de la Perse jusqu'à l'époque de la Grande Catherine, n'a jamais cessé de déjouer les intrigues étrangères sur son territoire.

Non content de faire appel à notre voisin du nord, M. Firooz se tourne en même temps vers le président Carter, pour l'inciter à renverser la situation en Iran. Pourquoi essayer de rabaisser le rôle de sa patrie à celui d'un tonton avec lequel l'une ou l'autre des grandes puissances n'aurait qu'à jouer ?

M. Firooz cite 1978 comme le point de départ de l'aggravation de la situation en Iran. Il est curieux qu'il omette de dire que cela a été celui de l'augmentation du prix du pétrole, qui a considérablement accru les moyens à la disposition de l'Iran pour développer sa puissance.

Curieux nationalisme que celui qui ne voit dans l'essor de sa patrie que le reflet du jeu des grandes puissances, qui juge « irresponsable » l'attitude indépendante et exprimée de son souverain, et qui n'envisage l'avènement de son peuple que sous une botte étrangère.

AFRIQUE

Tunisie

La défense demande que M. Habib Hachour puisse témoigner au procès de Soussou

La parole est maintenant à la défense dans le procès des syndicalistes tunisiens jugés à Soussou. Il y a, au total, trente-six avocats. Ceux qui ont déjà plaidé ont demandé l'acquiescement ou le non-lieu. L'un d'eux a demandé vendredi 11 août le témoignage de M. Habib Hachour, ancien secrétaire général de l'U.G.T.T., inculpé depuis les événements du 26 janvier et dont le procès pourrait commencer prochainement.

Intervention des syndicats français

Une délégation, composée de représentants de la C.G.T., de l'éducation nationale, a été reçue vendredi par l'ambassadeur de Tunisie à Paris. Une demande d'intervention a d'autre part été adressée au ministre français des affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud. La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN veulent lui demander d'intervenir pour que les avocats mandatés par les syndicats français puissent assurer la défense des accusés tunisiens.

Dans un communiqué, les organisations syndicales indiquent qu'elles ont exprimé à l'ambassadeur de Tunisie « leur indignation devant l'éventualité d'une condamnation à mort prévue par l'application des textes et requises par un nombre de camarades syndicalistes ».

« Les réponses fournies par l'ambassadeur ne peuvent que confirmer nos craintes, notamment celle de ne pas voir les avocats français participer au procès », a ajouté le communiqué, qui dénonce encore « le recours à la torture lors des interrogatoires et les décès constatés, nids par l'ambassadeur ».

L'ambassadeur a déclaré à ses interlocuteurs que « la convention judiciaire franco-tunisienne était strictement respectée », indiquant « dans les meilleurs délais » l'ambassade de Tunisie. Il a souligné que « les avocats français qui avaient voulu participer au procès de Soussou s'étaient permis de porter des jugements sur le régime tunisien, ce qui n'est certainement pas dans le cadre de leur profession », ajoute-t-on dans les mêmes milieux.

AMÉRIQUES

Colombie

Le président Turbay s'efforce de satisfaire toutes les tendances des partis libéral et conservateur

De notre correspondant

Bogota. — « Il y a un abîme entre le pays idéal et le pays réel. Nous connaissons de graves inégalités sociales et une inflation qui fait des ravages. Nous avons l'état de siège. Or le gouvernement peut affirmer qu'il prend possession de sa charge pratique sans opposition au Congrès. Ce jugement est formulé par M. Luis Carlos Galán, un parlementaire « contestataire » du parti libéral au pouvoir. Il résume bien le paradoxe de la situation politique colombienne : d'un côté un cinquième de la population apte à voter, après une campagne difficile, au cours de laquelle il a affronté à la fois l'opposition de ses rivaux conservateurs et celle d'une fraction de son parti, le nouveau président, M. Julio Cesar Turbay, dispose aujourd'hui du soutien de 96 % des parlementaires et de la quasi-totalité de la presse. »

En le 4 juin, investi le 7 août, le nouveau président a réussi en

deux mois à « dédramatiser » le climat tendu dans lequel son prédécesseur, M. Lopez Michelsen, a achevé son mandat. M. Turbay doit sans doute ses succès à sa connaissance profonde des règles du jeu de répartition du pouvoir entre les groupes politiques qui, en Colombie, déterminent l'attribution de toutes les fonctions publiques des ministères au huis-clos. La formation de son gouvernement a couronné une action politique qui lui a permis de neutraliser pour le moment tous les mouvements au sein des deux partis traditionnels.

Dans son parti, il s'agissait de passer les plâtres après la lutte entre ses partisans et ceux de M. Lleras, pour l'investiture à l'élection présidentielle. En admettant sa défaite, M. Lleras a rendu un grand service au président et facilité la réconciliation des libéraux. Saisissant la balle au bond, M. Turbay n'a pas manqué de nommer un ami de M. Lleras dans son gouvernement.

Pour la première fois depuis vingt ans, le président n'est pas contraint de gouverner avec un cabinet formé en nombre égal de membres des deux grands partis, comme le voulait le système de Front national instauré en 1958. En accordant aux conservateurs cinq des treize portefeuilles ministériels, M. Turbay s'est donc concilié leurs bonnes grâces, et, surtout, il a réussi à intégrer les deux secteurs du parti conservateur.

Il est vrai que, en juin dernier, M. Turbay n'avait emporté que par une faible marge sur son rival conservateur, M. Belisario Betancur, « M. Turbay a compris que le seul moyen de rester au pouvoir était de déclarer l'ancien président Misael Pastrana, chef de file du secteur « dur » du parti conservateur. Dans ce pays, l'équilibre des pouvoirs est tel que, pour gouverner avec appui, il faut un seul parti. Sinon, la marge de manœuvre est si étroite que l'on se retrouve paralysé, ou condamné à rechercher l'appui de puissances rivales. L'erreur du président

dent Lopez fut de vouloir gouverner avec deux moitiés de partis. M. Turbay parait vouloir tirer les leçons des difficultés de son prédécesseur ».

Mais un gouvernement pré-occupé avant tout de satisfaire tous les courants n'est-il pas condamné à l'immobilisme ? M. Turbay se distingue plus de son prédécesseur par son style que par son programme. En ce qui concerne les grandes options, le souci de continuité par rapport à son prédécesseur n'est pas d'origine. Le discours d'investiture du nouveau président n'ont brisé par excès d'originalité. Dans le domaine économique et social, l'atmosphère d'achèvement du nouveau gouvernement, M. Turbay semble très conformiste. Il a même paru en retrait par rapport à son prédécesseur, dans son discours d'investiture, qu'il évitait « ses expériences et les innovations dangereuses ». Ce qui est une critique voilée des réformes sociales tentées par M. Lopez Michelsen. La réforme fiscale de 1974 pourrait bien être révisée, comme le laisse déjà entendre le nouveau ministre des finances, M. Jaime Garcia, un conservateur.

Face à ces perspectives, le climat social ne risque guère de s'améliorer. D'autant que des décisions impopulaires pourraient être prises bientôt, telle la hausse du prix de l'essence. M. Turbay peut-il espérer contrôler la situation sociale avec le seul appui de la classe politique ? Une offensive discrète vise à faire rentrer dans le giron des deux partis traditionnels les centrales syndicales U.T.C. et C.G.T., qui étaient écartées, pour isoler la C.S.T.C. communiste et la C.G.T. démocrate-chrétienne.

L'opération pourrait réussir à court terme. D'autant qu'elle est dirigée par un parlementaire conservateur, et la C.T.C. par une personnalité proche du même parti. Mais jusqu'à quel point les deux centrales pourront-elles les vices politiques de leurs dirigeants ? La vague d'abstentions sans précédent lors des élections de février et de juin a constitué une sonnette d'alarme. THIERRY MALINIAC.

Nicaragua

Le président SOMOZA LIMOGÉ LA PLUPART DES CHIEFS DE LA GARDE NATIONALE

Managua (A.F.P.). — Trente des trois-cent chefs militaires de la garde nationale (armée et police) nicaraguayenne ont été démis de leurs fonctions par le président Anastasio Somoza, à-t-on annoncé officiellement vendredi 11 août à Managua.

Cette décision surprise du chef d'Etat est interprétée dans les milieux politiques de Managua comme « un effort pour éliminer les sources de conflits militaires et civils ». Parmi les officiers limogés figurent en effet les colonels Alejo Gutierrez et Rafael Lara, respectivement chef de la police de Managua et du département de Carazo, tous deux accusés d'avoir « utilisé la force de façon excessive » contre les manifestations de « chrétiens » multitudes depuis le début de l'année.

OUTRE-MER

La décolonisation des Nouvelles-Hébrides

(Suite de la première page.)

Un tel schéma convient aux partis modérés (à majorité française), mais il se heurte aux réticences des nationalistes. L'observateur du premier mouvement, est de parvenir à la constitution d'un gouvernement d'union, afin de construire l'unité de ce pays.

Des discours unifiés ont aussi été prononcés par le président du Vap, Walter Lind, président du Vap. Mais, pour le leader nationaliste, l'unité doit être structurée autour de la formation qu'il préside. L'objectif poursuivi est, selon lui, d'obtenir de nouvelles élections « censées » se tenir vers le nord du pays, probablement à Zouérate (1), approuvé par le parti ou le mouvement de cette nouvelle constitution.

Dans cette perspective, l'offre

de M. Kalsakau d'élargir le gouvernement actuel à trois membres du Vap présente plus d'intérêt. Ainsi le Vap encouragerait-il à ne pas participer à la gestion des affaires. Le Vap peut concentrer toutes ses forces sur la préparation des élections. Il peut, dans le même temps, tenter de faire prévaloir son point de vue au sein des divers comités paritaires constitués pour élaborer le statut de l'Etat (notamment sa Constitution).

Le Vap est disposé à engager des négociations avec la France et la Grande-Bretagne pour définir les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Ce langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Etats-Unis

L'affaire Letelier

LE PRINCIPAL TÉMOIN MET EN CAUSE LA POLICE POLITIQUE CHILIENNE

Washington (A.F.P.). — M. Michael Townley a plaidé coupable, vendredi 11 août, devant un tribunal de Washington. Il est accusé de complicité dans l'assassinat d'Orlando Letelier, l'ancien ministre chilien des affaires étrangères.

M. Townley, un Américain qui a vécu la majeure partie de sa vie au Chili, a raconté comment une liste de noms de policiers chiliens, la Dina, il avait placé une bombe sous la voiture de M. Letelier. La bombe avait explosé le 21 septembre 1976 dans un assassinat. Le général Manuel Contreras Sepulveda, à deux de ses adjoints et cinq Cubains vivant aux Etats-Unis.

En échange de son témoignage, M. Townley a reçu le droit de plaider coupable d'un seul chef d'accusation, celui de complicité dans un assassinat. Il doit normalement être condamné à dix ans de prison, ce qui lui donnera la possibilité d'être libéré sur parole après trois ans et quatre mois de détention. Le juge devant qui il comparait n'a toutefois pas prononcé sa sentence vendredi.

Le gouvernement américain a demandé au gouvernement du Chili l'extradition de trois Chiliens impliqués aux Etats-Unis par une chambre de mise en accusation. Il est probable, estime-t-on à Washington, que les révélations de M. Townley seront le principal argument à l'appui de la requête américaine lorsqu'elle sera examinée par la justice chilienne.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Le langage conciliant n'exclut pas l'ajout pour renforcer les contours de l'aide que les deux puissances sont disposées à apporter au futur Etat.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

JUSTICE

M^e BREDIN DEMANDE LA RÉVISION DU VERDICT CONDAMNANT A MORT CHRISTIAN RAMUGGI

M^e Jean-Denis Bredin, avocat au barreau de Paris, et M^e Forsonney, du barreau de Marseille, ont remis le vendredi 11 août au

garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, la requête en révision de l'arrêt de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, condamnant à mort Christian Ramuggi accusé d'avoir enlevé et assassiné une fillette âgée de huit ans (Le Monde du 12 mars 1976).

Son pourvoi en cassation et son recours en grâce ayant été rejetés, Christian Ramuggi, vingt et un ans, avait été exécuté le 23 juillet 1976 à Marseille (Le Monde du 29 juillet 1976). M^e Bredin, après avoir longuement étudié le dossier, a estimé que les circonstances de l'enlèvement et de l'assassinat n'avaient pas été clairement établies (Le Monde du 30 et du 31 juillet 1978).

Un bateau transportant une centaine de tonnes de marijuana, d'une valeur de près de 80 millions de dollars, vient d'être intercepté au large des côtes de Floride par des garde-côtes américains. Ce bateau, le Heidi, venait, semble-t-il, de Colombie, n'avait aucun pavillon et avait à son bord vingt-deux citoyens colombiens et un Chilien qui ont été arrêtés.

À l'aéroport de Rome, la police a arrêté, le vendredi 11 août, un Italien de quarante ans, M. Cosimo d'Agostino, qui tentait de partir pour le Canada avec 4 kilos d'héroïne — pure à 80 % — d'une valeur de 23 millions de dollars.

L'Espagne a connu, cette année, un été catastrophique en ce qui concerne les incendies de forêt. Les experts estiment que 80 000 hectares de rinde et forêt y ont été détruits depuis le début du mois de juillet. Les températures records, enregistrées dans certaines provinces, sont à l'origine de nombreux sinistres, tout comme les imprudences, mais un grand nombre d'incendies sont également criminels, soulignent les experts. — (A.F.P.)

UN MÉCÈNE POUR « MUM » ET « SACHA DISTEL »

« Mum » et « Sacha Distel », les deux chats que trois jeunes Français avaient fait entrer en fraude en Angleterre (Le Monde du 10 août) et qui se trouvent au centre de querrelles de Folkestone, ne seront pas abattus. Un porte-parole du ministère de l'Agriculture a annoncé, le vendredi 11 août, qu'un mécone londonien avait offert de payer les frais de la quarantaine.

Cette personne n'a toutefois pas proposé de payer le montant de l'amende — 1 500 livres — qui permettrait aux trois jeunes gens de ne pas effectuer leur peine de trente jours d'emprisonnement. Ceux-ci continuent donc de passer leurs vacances dans une prison du sud de l'Angleterre.

Le gouvernement britannique consacre annuellement environ 150 000 livres sterling à la publicité destinée à empêcher la rage d'entrer en Angleterre. En privé, certaines personnalités anglaises reconnaissent que l'affaire de « Mum » et de « Sacha Distel » se révélera sans doute, sur le plan de la campagne antirabique, plus efficace que les nombreux dépliants en plusieurs langues diffusés par les services de Whitehall.

M. FOURN SE BARRICADE POUR OBTENIR JUSTICE

L'honneur du baron

De notre envoyé spécial

réduire les risques de provocations tous les visiteurs sont courtoisement invités à prendre rendez-vous par téléphone. — Le baron a prévu : « Tout contrevenant s'expose à essayer sans sommation mon tir pour abattre. Toute tentative de me réduire par la force sera pour conséquence un affrontement armé, qui provoquera automatiquement l'incendie des bâtiments. » Les choses sont donc claires.

Rendez-vous pris c'est un homme souriant, entouré de ses deux chiens, qui vous accueille devant sa maison. Quarante-huit ans, le cheveu grisonnant et légèrement crispé des orbites (sa mère est Antillaise), des lunettes cerclées de métal, vêtu d'un jean et d'une chemise ouverte, ce modeste aristocrate semble serein. Il a tout perdu mais il veut perdre honnêtement.

Un gagnant et un perdant

Le domaine de la Tour de la Badoc comporte 26 hectares, dont 11 environ plantés en vignes. Des terres bien exposées, un site agréable aux portes de Limoux. En 1975, un expert de la ville l'avait estimé avec la maison à 900 000 francs. Le baron Fourn a passé toute son enfance dans cette lourde bâtisse de vingt et une pièces. Maintenant les volets, qui commencent à se disjoindre, restent clos. Le crépi s'effrite. Tous les meubles ont été vendus aux enchères. C'est sur un vieux banc, face à un jardin abandonné, à côté d'une rose plantée dans une bouteille vide de blanquette de Limoux, que le baron reçoit.

Volubile, fumant cigarette sur cigare,

Il raconte sans ramour mais avec passion, son histoire. L'histoire « d'un aristocrate doublé d'un apprenti capitaliste », comme il le dit. Secrétaire général d'une société d'armement-pétrolier, il a voulu en 1962 monter sa propre affaire, un commerce d'import-export en gros. Il travaillait avec la Chine et importait essentiellement des articles de sport. — Pendant quinze ans, explique-t-il, j'ai vécu modestement avec l'illusion que j'avais constitué un capital. Mais je ne gagnais rien. Ce sont les banques qui me prenaient mon profit. Je travaillais pour elles. C'est l'histoire classique des P.M.E. Les emprunts ont succédé aux emprunts jusqu'au jour où le domaine a été complètement hypothéqué. Le bilan est déposé le 13 juillet 1977. L'un des créanciers, M. Dominique Capdeville, à qui il doit encore 64 200 francs, exige le remboursement. La Banque de Madagascar et des Comores, où il a emprunté 770 000 francs, est d'accord pour racheter la première créance. Mais cet établissement est absorbé par le groupe Drouot et sa filiale, la SOFICAM (Société financière pour la construction, l'achat et la modernisation d'immeubles) ne donne pas suite à l'accord. C'est l'enfermage.

Enfin, le vendredi 10 août, le domaine pour une mise à prix de 300 000 francs est ordonnée. Pour couvrir une dette de 64 200 francs. Le tribunal de grande instance de Carcassonne repousse la proposition de vente volontaire comme ayant « un caractère dilatoire ». M. Fourn ne comprend pas. — La justice m'a empêché de faire mon devoir. Si on m'avait laissé vendre, j'aurais pu en tirer au moins 1 200 000 francs, ce qui m'aurait permis de couvrir la totalité de mes créances qui sont à peu près de cette somme. Les magistrats n'ont pas défendu les intérêts de tous les créanciers. Ils se sont fait les complices d'une complaisance. — Au palais de justice de Carcassonne, Mme Sylvette Teissier, substitut, n'a rien à dire sur cette affaire. Elle se borne à déclarer que, dans un procès civil, il y a toujours « un gagnant et un perdant ».

La machine judiciaire a donc suivi son cours. Le 25 avril, la vente aux enchères a lieu. M. Jean Beeset, directeur de la cave coopérative de blanquette de Limoux, a offert 610 000 francs. Quelques jours plus tard, la municipalité (union de la gauche) surenchérit. Le domaine de la Tour de la Badoc a, en effet, été classé « emplacement réservé ». Le conseil municipal veut y créer un centre aéré. Toutefois, lors de la dixième enchère, 11 juillet, M. Beeset, notable de la ville, acquiert le domaine pour 680 000 francs sans que l'evocat de la cité intervienne. Le maire, M. Robert Badoc (parti socialiste), ne s'est même pas présenté. M. Fourn crie à la collusion. — Le fait que le maire ait déclaré la propriété « emplacement réservé » décourage d'éventuels acquéreurs. Pourquoi, demande le baron, l'avocat de la municipalité était-il le conseil habituel de la cave coopérative ? Pourquoi un employé agissant sans aucun doute sur les ordres de M. Beeset est-il venu travailler dans la vigne sur le domaine alors que ce dernier n'était pas encore propriétaire ?

Une tournure politique

Le 4 août, le baron Fourn dépose une plainte pour entraves et tentatives d'entraves à la liberté des enchères et pour « actions concertées ou tacites ayant eu pour effet de favoriser la baisse artificielle du prix de vente ». Puis, il envoie sa femme et ses deux enfants à l'étranger, demande à sa mère âgée de soixante-seize ans et à un vieil employé de quitter la maison. Il cadenasse portes et fenêtres et s'installe avec son fusil et ses munitions. — Je n'ai rien à perdre, dit-il. C'est un véritable hold-up juridique. Alors, à mon tour, je braque l'Etat et je lui donne le moyen de sauver la face. Je préfère une mort clinique plutôt qu'une mort lente. Pourquoi payer toute ma vie et ne subsister qu'avec la SMIC alors que tout peut être réglé maintenant ? Le baron Fourn ne cherche pas la pitié. Il est responsable de ses dettes et veut les payer.

A Limoux, petite bourgade propre de quinze mille habitants située au cœur du pays cathare, la population est compréhensive, mais ne croit guère en une solution favorable au baron. Mais, déjà, les événements ont pris une tournure politique. Le groupe des radicaux de gauche du conseil municipal (quatre personnes) a rendu visite au recteur et publié dans la presse locale un communiqué où il manifeste son désaccord devant l'attitude du maire, M. Eugène Tourmè, deuxième adjoint.

se demande pourquoi le premier magistrat n'a pas exécuté le mandat que lui avait donné le conseil municipal qui s'était mis d'accord à l'unanimité pour surenchérisse jusqu'à 800 000 F. Le maire a interrompu ses vacances et a convoqué, le 11 août, une conférence de presse « pour mettre fin aux calomnies ».

M. Badoc, proviseur au lycée, explique qu'on ne lui a jamais donné de mandat car, lors de la réunion, il était parti en claquant la porte. — De toute façon, je ne pouvais surenchérisse car, avec les prêts de 25 %, on aurait largement dépassé les 800 000 francs et cela d'autant plus que je n'étais pas sûr d'avoir la subvention de 300 000 francs de l'établissement public régional et le prêt de 500 000 francs de la Caisse des dépôts et consignations.

Pour M. Badoc, tout cela n'est que mauvaise querelle et s'explique par le fait que M. Tourmè, qui possède une entreprise privée de blanquette de Limoux, « veut empocher la coopérative que dirige M. Beeset ».

La bagarre est lancée. La prochaine réunion du conseil municipal risque d'être animée, mais il est fort probable que ce fait divers aux prolongements politiques sur fond de blanquette, n'ouvrira pas une véritable crise au sein de la mairie, les socialistes détenant la majorité des sièges (15).

« Le respect de la fonction, de l'autorité et de l'Etat »

L'affaire Fourn ne fait toutefois que commencer. Le baron continue de recevoir la presse. Cet homme soucieux de la légalité mais épris de justice, qui affirme avoir « le respect de la fonction, de l'autorité et de l'Etat », garde cependant et pense qu'on n'a rien fait pas « des extrêmes regrettables ». M. Beeset, qui est en vacances, n'est, dit-on, pas disposé à faire valoir ses droits immédiatement sur sa nouvelle propriété. Quant aux gendarmes, ils se contentent de procéder à l'enquête préliminaire que leur a confiée le parquet de Carcassonne ; mercredi 16 août, ils doivent se présenter au domicile de la Tour de la Badoc pour rassembler M. Fourn. Ce dernier veut simplement leur demander de déposer les armes pour l'interroger. Pour l'instant, le climat paraît être à l'apaisement. Mais qui peut prédire comment la situation va évoluer ? A Limoux, tout le monde a en mémoire les drames de Sestas et de l'affaire Portal, à La Fumade, près de Montauban. De l'avis général, on n'en est pas encore là.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le tribunal correctionnel de Metz a condamné jeudi 10 août à huit jours d'emprisonnement avec sursis et 150 F d'amende une mère de huit enfants qui avait giflé l'institutrice de deux d'entre eux.

Le 30 septembre 1977, près de Château-Salins (Moselle), l'institutrice de l'école maternelle, qui avait remarqué que les deux fillettes avaient des poux, leur avait demandé de rester chez elles pour y suivre un traitement. Leur mère, refusant les conseils de l'enseignante, avait exigé que ses filles soient admises à l'école. Au cours de la discussion, elle avait giflé l'institutrice.

FAITS DIVERS

UN SPÉLÉOLOGUE TROUVE LA MORT EN HAUTE-SAÛVE

Deux des trois spéléologues lyonnais bloqués depuis le jeudi 10 août dans un gouffre situé dans le montagne des Frères (Haute-Savoie), ont pu être sortis dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 par les sauveteurs. Il s'agit de MM. Régis Gallet et Patrick Ballard. Leur compagnon Jean-Claude Charrois est mort d'épuisement.

Partis jeudi matin, les trois spéléologues poursuivaient l'exploration d'un gouffre qu'ils avaient découvert il y a un mois. Ils souhaitaient l'équiper et réaliser la première d'un « trou ». Le groupe rencontra de nombreuses difficultés pendant la descente. C'est, en franchissant une « étroiture » que les spéléologues se trouvèrent subitement bloqués à la cote moins 170 mètres. Deux d'entre eux restèrent suspendus dans le vide. L'un devait mourir quelques heures plus tard, alors que l'autre parvenait à se dégager. Epuisés, les rescapés ne purent toutefois entreprendre leur remontée ; ils furent attendus par leurs sauveteurs qui parvenaient vendredi soir à proximité du gouffre en détresse. — (Corresp.)

Distinguer les bons des méchants.



L'insecte est la forme de vie la mieux armée pour faire face à l'évolution du milieu. C'est ainsi que les insecticides classiques ne permettent plus de combattre aussi efficacement les insectes devenus résistants. Il a donc fallu développer de nouvelles méthodes de lutte.

Par exemple la lutte biologique, qui consiste à opposer à une espèce donnée, un ennemi naturel d'une espèce différente : soit un autre insecte, soit un virus, soit une bactérie. Malheureusement ces méthodes appliquées séparément s'avèrent insuffisantes.

On a donc pensé à la lutte intégrée qui associe les effets de la lutte biologique à ceux de la lutte chimique. Cette dernière, nécessaire dans la majorité des cas, évolue vers des insecticides d'un type nouveau, issus de la chimie de synthèse. Plus élaborés et sélectifs, ces insecticides ont l'avantage de préserver la fragile équilibre naturel des espèces vivantes, en distinguant les bons des méchants.

Dans le domaine de la protection des cultures comme dans bien d'autres, les 14 000 chercheurs de Hoechst repartent dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 62080 Paris-La Défense



Handwritten signature or text at the bottom of the page.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

THE ASIAN WALL STREET JOURNAL

La « liste noire » des cuisiniers philippins

Les Philippines séquestrent leurs cuisiniers, ou tout au moins essaient de les séquestrer. Selon THE ASIAN WALL STREET JOURNAL, « les grandes chaînes hôtelières qui ouvrent de nouveaux établissements au Proche-Orient et cherchent du personnel sont particulièrement intéressées par les Philippines. »

Certains propriétaires d'hôtels et de restaurants aux Philippines sont si inquiets de la situation qu'ils ont adressé une pétition au président Marcos. (...) Les cuisiniers ont été inscrits sur une « liste noire » et il leur est désormais interdit de quitter le pays (...).

DER SPIEGEL

Dany le Rouge chez les « verts »

Les écologistes ont accompli en Allemagne fédérale une percée relativement importante sur des élections régionales. Ils viennent de recevoir le soutien d'une personnalité qui, pour être fort connue, ne provoquera peut-être pas de raz de marée électoral: Daniel Cohn-Bendit (de l'Union 67-70).

L'hebdomadaire ajoute: « Dans leur programme, les membres de la gauche non dogmatique » (quatrième Daniel Cohn-Bendit) réclament « au moins cinq portefeuilles ministériels, afin que nous puissions libérer nos prisons destructrices. »

Discrimination dans le bâtiment

« Nombre de femmes qui gagnent plus d'argent que leurs maris sont l'objet de discrimination sexuelle de la part des sociétés anglaises du bâtiment », écrit le quotidien londonien THE GUARDIAN, selon un rapport de la Commission pour l'égalité des droits.

« Plus d'un tiers de ces sociétés sont à même d'adopter une attitude discriminatoire à l'égard des couples mariés qui recherchent des prêts lorsque le salaire de l'épouse est supérieur à celui du mari. (...) Dans 28 % des cas, les sociétés du bâtiment ont refusé de prêter en compte le salaire supérieur de la femme pour le calcul du montant du prêt, alors que 10 % d'autres sociétés ont commencé par refuser, mais ont cédé devant l'insistance des intéressés. (...) La raison toujours invoquée est que la femme finira par avoir des enfants et cessera alors de travailler (...).

POLITIKEN

Deux cent soixante-dix ronds en trois minutes

« Jan Formann, un étudiant danois de vingt-deux ans, vient encore d'améliorer le record du monde qu'il détient depuis 1974, annonce le quotidien POLITIKEN de Copenhague. C'est aujourd'hui le seul individu de la planète capable de rejeter deux cent soixante-dix ronds de fumée en une seule bouffée de cigarette. Il a ainsi amélioré le premier record qu'il avait officiellement établi à dix-huit ans : deux cent cinquante-sept ronds. Il est donc sûr de continuer à figurer en toute tranquillité au Guinness, l'annuaire international des records. »

BATAILLE DE PROCÉDURE

Bataille de procédure pour l'armée japonaise. Les conventions d'armistice ont strictement limité les domaines et les procédures d'intervention de l'armée japonaise, rappelle le TIMES. Le quotidien britannique évoque notamment les difficultés d'ordre juridique auxquelles se heurtent les militaires nippons en cas d'invasion.

« Théoriquement, si nous nous en tenons à la lettre de la loi, nous pourrions seulement espérer arrêter les envahisseurs comme immigrants clandestins, dans les premières heures de l'alerte », se plaint le général Kurisu, ancien commandant en chef des forces armées. (...) L'armée n'a jamais reçu, sous les différents gouvernements de l'après-guerre, l'autorité et l'assistance légale dont jouissent normalement les forces de défense. Tout mouvement de l'armée doit être sanctionné par une loi. En principe, la défense nationale peut réquisitionner des transports publics, des équipements hospitaliers et de communication durant une alerte, ou occuper des terrains. Mais, en réalité, aucune loi ne rend effectifs ces principes.

Par exemple, si le Japon était envahi aujourd'hui, les chefs de l'état-major devraient entamer une procédure judiciaire pour obtenir l'autorisation de creuser des tranchées sur des terrains privés. L'ennemi, lui, ne s'embarrasserait certainement pas de ces grucusetés.

Lettre de Quito

Banque et archéologie



UN grand immeuble moderne de Quito. Au rez-de-chaussée, une banque avec ses guichets et ses comptoirs. Au cinquième étage et au sixième étage, un musée avec ses vitrines remplies, essentiellement de céramiques et d'objets précolombiens. Bien qu'une petite salle de ce musée soit réservée aux objets en or, la conjonction des activités bancaires et de l'archéologie est surprenante. On imagine mal, en effet, une telle imbrication de fonctions à la Banque de France...

Tout a commencé il y a une vingtaine d'années lorsque, sur les conseils d'un expert de l'UNESCO, la Banque centrale de l'Equateur (organisme mi-public, mi-privé), a acheté une collection particulière de six mille pièces. Actuellement, les collections du musée de la Banque centrale comptent trente mille objets (dont six mille de l'époque coloniale) et il en est exposé environ mille deux cents qui sont changés de temps à autre.

A la fin de l'année dernière, l'air conditionné a été installé: le musée a été fermé pendant quatre mois mais cela a été l'occasion de rénover, et avec beaucoup de bonheur, la présentation des salles. Très aérée, cette présentation permet de bien voir les très belles céramiques — témoins des nombreuses cultures qui se sont épanouies sur la terre équatorienne depuis plus de six mille ans. Très didactique, elle fait aussi comprendre les influences que ces cultures ont eues les unes sur les autres aussi

bien que sur celles du Pérou ou même d'Amérique centrale. Et elle montre les similitudes et les différences qui ont existé entre le Vieux Monde et le Nouveau Monde.

DES la culture de Valdivia (de 3200 à 1800 avant Jésus-Christ), la céramique a atteint une très haute qualité (telle cette petite tête couverte d'une grande coiffure où une main posée devant la bouche semble cacher un sourire) et on a l'impression de figures anthropomorphes — souvent féminines et parfois dotées de deux têtes. L'Européen, peu familier des cultures précolombiennes, est un peu perdu devant cet art très novateur pour lui. Mais il est fasciné par ces pots en forme d'escargot, de hibou, de grenouille, de courge, de tortue ou d'homme, par ces vases dont l'une figure un crabe, un poisson ou des dauphins. Ici, il y a des pots à musique qui sifflent quand on verse de l'eau. Là, un lithophone montre la diversité des notes que l'on pouvait tirer de simples pierres suspendues. Plus loin, des personnages sont vêtus de coturnes et de bijoux de cérémonie et couverts de coiffures compliquées.

La salle réservée à l'or est un enchantement avec ses masques, ses boucles d'oreille, ses « cious » de nacre ou de jais, ses aiguilles... Deux objets nous ont particulièrement émerveillés: d'abord le grand dieu-soleil, dont la figure est celle d'un homme et les dents celles d'un félin, dont le front s'orne de deux têtes de crocodile et la chevelure est faite de serpents ondulant terminés chacun par une petite figure humaine. Ensuite, non loin de ce disque rayonnant et ruisselant qui s'étale sur une soixantaine de centimètres de diamètre, un joueur de flûte de Pan — une vraie miniature classée de 2 centimètres de haut, — qui doit être regardé à la loupe.

Le directeur du Musée de la banque centrale, M. Hernan Crespo Toral, tient beaucoup à ce que les enfants prennent conscience et soient fiers de la richesse de leur passé culturel. Suivant des programmes mis au point par l'UNESCO, des classes sont reçues chaque jour au musée. Ecoles et étudiants représentent d'ailleurs 65 % des visiteurs. De cette façon, ils se familiarisent avec les cultures qui ont modifié leur pays. On peut aussi espérer que leur goût se formera et que Quito ne verra pas s'élever une deuxième statue aussi monstrueuse que celle qui, depuis 1976, décore la colline du Panecillo. Haute de 38 mètres, en aluminium d'un vilain et triste gris, visible de toute la ville, cette chose gigantesque, qui a coûté près de 1 million de francs, est, paraît-il, la copie d'une très jolie et très gracieuse statue en bois polychrome représentant la Vierge de Quito — une femme assise écrasant le serpent, — chef-d'œuvre du sculpteur du dix-huitième siècle Bernardo Legarda.

Le Musée de la banque centrale ne se contente pas de montrer ses richesses, il s'occupe aussi de fouilles près de Quito et sur la côte équatorienne — soit avec ses trois archéologues, soit par contrats passés avec d'autres chercheurs. — Il fait faire des films ethnologiques dans les tribus amazoniennes aussi bien sur les marchés que sur les fêtes indiennes. A l'occasion il donne des crédits pour la restauration d'un monument (800 000 F, par exemple, pour le couvent San-Diego de Quito). Bref, on estime à 2,2 millions de francs les sommes qu'il consacre chaque année à l'archéologie.

M. Hernan Crespo Toral nous a montré à Cotacollo, dans la banlieue nord de Quito, les traces de ce que l'on pense être les plus anciens habitations connues des hautes terres équatoriennes. Le site a été occupé pendant deux mille ans de — 1500 à + 500) jusqu'à ce qu'il soit détruit par une éruption du volcan Pinchincha. Sous l'autorité du Musée de la banque centrale, une équipe d'archéologues équatoriens et américains a mis au jour, depuis deux ans, deux niveaux d'habitats et une — peut-être deux — nécropole (ont cinquante squelettes déterrés). Elle a aussi trouvé d'innom-

brables objets: deux cent cinquante mille obsidiennes taillées et plus d'un million de morceaux de céramique, parfois même des pots intacts.

Il est curieux de noter que le Musée, qui s'intéresse tant aux enfants, doit la découverte du site de Cotacollo aux enfants d'une école voisine, le Colegio Alberto-Mena. Ce sont eux qui, en 1976, ont remarqué que des « choses » apparaissent dans les excavations creusées en vue de la construction d'immeubles et qui ont prévenu le Musée. Les enfants suivent d'ailleurs la progression des fouilles avec attention et l'école prête une pièce aux archéologues.

Vingt-six kilomètres au nord de Quito, presque sur la ligne équatoriale, non loin d'ailleurs, du monument élevé sur l'équateur à la mémoire de La Condamine, la Musée fouille à Rumiuccho, une forteresse pré-incasite réutilisée par les Incas. Etant donnée sa situation géographique — remarquable de précision pour l'époque à laquelle il a été construit — ce monument fait de terrasses superposées pouvait aussi servir d'observatoire astronomique. On y a trouvé beaucoup de céramique, surtout incasite, mais aussi des temps antérieurs aux Incas, ainsi que des « potolodores », ces lourdes boules de pierre qui, fixées aux extrémités d'une corde, servent encore de nos jours à la capture du bétail. Admirablement posée sur une colline isolée, et commandant ainsi l'accès nord de Quito, la forteresse de Rumiuccho, unique dans la région, est en cours de restauration: les forces aériennes équatoriennes s'en étaient servies comme cible d'entraînement.

Le Musée de la banque centrale a fait école. Depuis peu, le Financiero a commencé à acheter des collections d'art colonial pour les exposer à Guayaquil. Et la Banque du Pichincha a, dans la capitale équatorienne, un musée consacré, lui aussi, à l'art colonial.

YVONNE REBEYROL.

ALGERIE

La fête de Sidi Allal

Le marabout dressé au sommet du ciel de plomb au-dessus de cette bourgade du Sud algérien. Ce matin une effervescence inaccoutumée y règne. Affairés, les serviteurs ont perdu la nonchalance feutrée qui leur est habituelle. Même le maître de céans, Sidi Moulay, dépositaire de l'aura mystérieuse, est à sa magnifique sonnerie Sidi Allal — un bienheureux, dit la tradition, qui a été de ses propres mains ce mausolée à la blancheur immaculée et repose maintenant à l'ombre de l'unique palmier du jardin — à sa qualité de sacro-sainte de devant indolent pour diriger le ballet des domestiques. L'un porte en courbant le vert emblème du mausolée, en venant sous de ne pas salir les lettres brodées d'or à la gloire de Dieu, des prophètes et de Sidi Allal. Un autre véhicule à bout de bras le plateau d'argent finement ciselé, sur lequel s'entrechoquent deux douzaines de verres à thé. Un autre encore charge sur son épaule un tapis rouge à l'épaisseur impressionnante. Ce matin en effet, c'est le Canada (fête) annuelle de Sidi Allal, l'odeur de l'encens le dispute aux parfums de jasmin et de menthe qui montent du jardin.

Le décor est planté: c'est là, devant l'enceinte du marabout, que s'arrêtera la procession des fidèles qui, tôt le matin, est partie à travers la ville. C'est une longue théorie de gens de tous âges et de toutes conditions, le front coiffé qui d'un fou, dépositaire de l'aura mystérieuse, est à sa magnifique sonnerie Sidi Allal — un bienheureux, dit la tradition, qui a été de ses propres mains ce mausolée à la blancheur immaculée et repose maintenant à l'ombre de l'unique palmier du jardin.

La procession est en vue du marabout où une foule bariolée s'est rassemblée. Quelques silhouettes, engonées dans des haïks blancs, sortent de l'enceinte réservée aux femmes. Elles s'approchent de Sidi Moulay, baissent religieusement la main et demandent sa bénédiction. Les hommes se contentent d'effleurer des lèvres le pan de son haïk, tout en lui glissant dans le creux de la paume quel que monnaie « à la gloire de Sidi Allal ».

Devant le marabout s'étend une petite esplanade. Le taurillon, le porteur d'étendard, le baïeur de grosse caisse, s'y arrêtent. Le porteur d'étendard disparaît discrètement à l'intérieur du mausolée et revient aussitôt avec un nouveau plat, vide cette fois, qu'il fait circuler parmi les badauds. Un assistant l'accompagne et, en guise de remerciement, balance son épaule sur le dos de la tête de chaque donateur. Le plateau circule plusieurs fois dans la foule. Un « khédam » (serviteur) zélé crie: « Qui n'a pas fait de don à la gloire de Sidi Allal? » Quelques mains tendent un billet, une pièce. Puis le plateau est apporté à Sidi Moulay qui y jette un regard et fait signe de la main qu'on s'effleure des lèvres le pan de son haïk, tout en lui glissant dans le creux de la paume quel que monnaie « à la gloire de Sidi Allal ».

Deux colosses noirs s'accrochent. Les musiciens accélèrent la mesure. Le porteur d'étendard débarrasse le taurillon de son caparçon de soie verte et confie la bête aux deux aruspices. Le premier, d'une poigne experte, cou-

che d'un coup de rein le taurillon à terre, tandis que son compagnon ligote adroitement trois pattes de l'animal, laissant la quatrième battre furieusement. Un jeune garçon apporte un autre grand outillage et un large récipient qu'il place sous le cou du taurillon. Le sacrificateur regarde Sidi Moulay, qui opine.

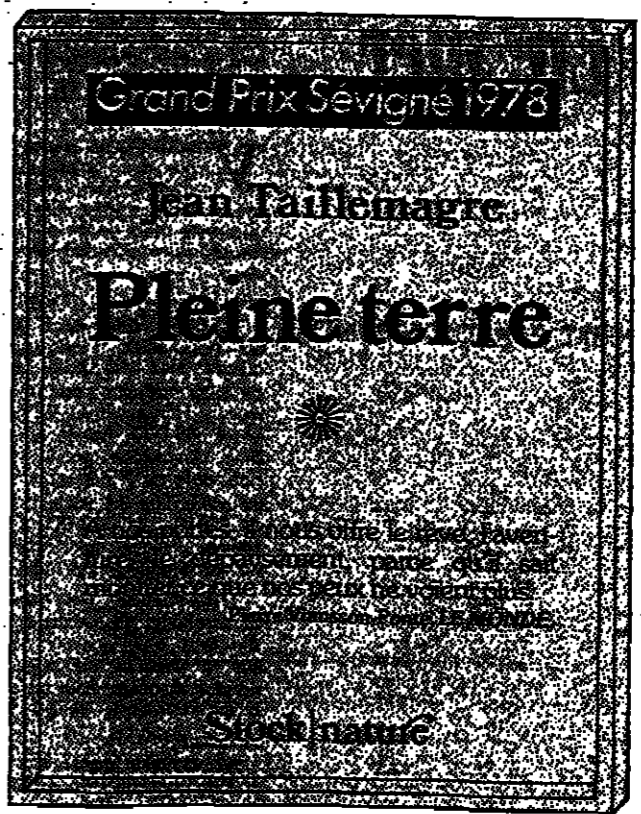
Un désir d'argent s'abat sur la gorge de la bête. Un mugissement vite étouffé, une patte qui ptyote, du sang qui gicle dans le récipient: le sacrifice à la gloire de Sidi Allal est accompli.

Une horde de femmes noires, abandonnant les haïks sans horde, s'abat assés sur la bête. Avec des cris stridents, elles plongent leurs mains dans le récipient et se maculent le visage et le corps de sang encore chaud. L'une d'elles s'éroule inanimée sur le sol. On la transporte à l'intérieur du marabout. D'autres, prises d'hystérie, se bécotent frénétiquement sur les jambes et demandent à l'orchestre de jouer très fort. Certaines dénouent leur coiffure et dansent, balançant la tête de bas en haut pour mieux s'étourdir, jusqu'à épuisement. De la foule qui entoure les danseurs s'élève de temps à autre un homme ou une femme envoutés tout à coup par le rythme.

La carcasse du taurillon est dépecée. Sidi Moulay et son entourage entrent dans le marabout. Puis l'arrière-arrière-petit-fils de Sidi Allal regagne sa maison, où il attendra le défilé des fidèles venus lui faire aide-gance.

Déhoré, la foule danse « à la gloire de Sidi Allal ». Ce soir, bien des fidèles nécessitent mangeront de la viande.

ABDER IMAINE.



JPM 150

Jeudi 150

PAS DE TRAVAIL

Un homme vraiment coincé...

ASSIS sur le trottoir, l'homme attend, apparemment indifférent. C'est Charles ?

rejoindre. Car c'est là-haut, dit-il, qu'il trouvera ce qu'il cherche.

Les gens, il ne les juge pas très gentils, souvent indifférents, mais pas très méchants.

C'est arrivé pourtant. Il s'est présenté et on lui a dit : « Votre tenue n'est pas correcte ».

Un jour peut-être, il pourra rentrer chez lui, par le train. Pas en stop, parce que son chien est allergique à la voiture.

Heureusement, il a le moral, et quand on a le moral, ça va.

ANNE GALLOIS.

MÉTÉOROLOGIE

Les vacances pluvieuses de Mme de Sévigné

La correspondance de Mme de Sévigné, du moins pendant les mois où elle est séparée de son fils, Mme de Grignan, et où elle trompe les chagrins de l'absence par l'usage ponctuel des courriers qui partent deux fois par semaine, de Paris (ou de Bretagne par Paris) pour la Provence, tournissent au lecteur d'aujourd'hui des renseignements fort précis : indication détaillée ou notations brèves

Ce printemps précocement n'aura pas d'heureuses suites. Fin avril - il fait un temps entièrement détrempé.

Mme de Sévigné, profitant de cette période plus clémente, se met en route avec l'abbé de Coulanges ; son fils Charles l'accompagne jusqu'à Orléans, où les voyageurs doivent prendre la voie d'eau ; il va à leur embarquement, avec armes et bagages, c'est-à-dire personnel et carrosse, sur un bateau qui va les descendre sur la Loire jusqu'à Nantes.

D'Orléans, le 8 mai, nous apprenons : « Il fait le plus beau temps du monde ; les chemins sont admirables. (...) Les jours sont si longs que nous n'avons pas même besoin du secours de la plus belle lune du monde, qui nous accompagne sur la Loire où nous nous embarquons demain. »

On fait l'étape à Blois, où Mme de Sévigné a « entendu mille rossignols », puis à Tours, où elle « n'a jamais rien vu de pareil à la beauté de cette route ».

« Comme deux hivers venus Fun sur l'autre »

A Nantes, où elle séjourne du 13 au 27 mai, Mme de Sévigné jouit encore d'un temps assez beau, qui lui permet d'aller visiter ses terres de la région nantaise, au Buron.

Elle remonte en carrosse le 28 au matin, pour arriver enfin, par Rennes et Vitre, à son château des Roches, d'où elle écrit, le dernier jour de mai : « Il y a un mois qu'il pleut tous les jours. (...) Nous avons trouvé les chemins fort recommandés de Nantes à Rennes par l'ordre de M. de Chaulnes ; mais les pluies ont fait comme si deux hivers étaient venus l'un sur l'autre. Nous avons toujours été dans les bourbiers et dans les alèges d'eau ; nous n'avons osé traverser par Châteaubriant parce qu'on n'en sort point. (...) »

« Nous arrivâmes à Rennes le veille de l'Ascension (...) Le lendemain (...) nous partîmes à 10 heures, et tout le monde me disait que j'avais tout le temps, que les chemins étaient comme dans deux petits châteaux, ce qui est toujours la comparaison. Ils étaient si bien commodes dans cette chambre que nous n'arrivâmes ici qu'après 12 heures du soir, toujours dans l'eau. Et de vitre ici, où j'ai été mille fois, nous ne les reconnaissons pas. Les pavés sont devenus impraticables. Les bourbiers sont entassés, les hautes et basses plus hautes et les qu'ils n'étaient. Enfin, voyant que nous ne voyions plus rien et qu'il fallait tirer le chemin, nous envoyons demander du secours à Pilots (1). Il vient avec une douzaine de gens. Les uns nous taillent, les autres nous éclairaient avec plusieurs bougies de paille, et tous parlaient si extrêmement de pluie que nous n'avons pu aller. Enfin, cette illumination, nous arrivâmes ici, nos chevaux rebutés, nos gens tout trempés, mon carrosse rompu, et nous assez fatigués. »

Mme de Sévigné s'installe chez elle pour quatre ou cinq mois, et le mauvais temps avec elle. Le dimanche suivant, il fait une pluie continue, ce qui est toujours d'habitude : « Les chemins de Vitre ici sont devenus si impraticables qu'on les fait raccommoder par ordre du Roi et de M. le duc de Chaulnes ; tous les paysans de la baronnie y sont lundi. »

Même refrain au courrier suivant : « Quel temps avec-vous ma chère enfant ? Il me semble que vos

parties de Rochecorbier ont vu qu'il est fort beau. Pour nous, c'est une pitié ; il fait un froid et une pluie contre toute raison, l'anneau de robe de chambre ouaté, l'absence de feu sous les toits. (...) Cette furie à la Saint-Jean ne peut durer longtemps. »

« Et cependant : « Le mauvais temps continue, ma chère fille, il n'y a d'intervalle que pour nous faire mouiller. On se hasarde sous l'espérance de la Saint-Jean, on prend le moment d'être deux nuages pour être le repentir du temps qui, enfin, veut changer de conduite, et l'on se trouve noyé. Cela nous est arrivé deux ou trois fois et pour être un peu mieux garantis que par des casaque et des chapeaux, nous allons faire planter au bout de la grande allée, du côté du mail, une petite espèce de « vermillonnetterie » (2) et une autre au bout de l'« infirmerie », où l'on pourra se mettre à couvert de tout et casser, et lire, et jouer ; en sorte que ces deux petits paradis où paraites toujours un agrément et une commodité et ne nous coûteront presque rien. »

Mme de Sévigné, sans se plaindre, à proprement parler, laisse voir une humeur assombrie : « Quand je trouve les jours si longs, c'est qu'en vérité, avec cette durée infime, ils sont froids et vilains. Nous avons fait deux admirables feux devant cette porte ; c'était la veille et le jour de Saint-Jean, il avait plus de trente toises, une pyramide de fougères qui faisait une pyramide d'ostentation. Mais c'était des feux à profit de ménage ; nous nous y chauffions tous. On ne se couche plus sans feugot ; on a repris ses habits d'hiver. Cela durera tant qu'il plaira à Dieu. »

Le soleil revient pour quelques jours : « Nous avons tant importuné Jupiter que nous mourons de chaud. »

Mais cette éclaircie ne dure guère et dix jours plus tard, le 14 juillet : « Je me promène beaucoup. Je me sers fort souvent de mes petits cabi-

rets. Rien n'est aussi nécessaire en ce pays ; il y pleut continuellement. »

Et au dernier courrier du mois : « Nous ne sentons rien ici de vos chaleurs ; les pluies nous empêchent de faire les foins et nous avons grand regret à cette pluie. »

La pluie ne cesse guère avant les tout derniers jours du mois d'août. Mme de Sévigné est allée passer deux jours à Rennes, où le duc de Chaulnes reçoit en grande pompe la princesse de Tarante, châtelaine de Vitre. Après ces brillantes festivités, Mme de Sévigné retrouve avec une joie profonde la « solitude de ses bois ». Enfin, un chapeau estival semble revenir pour de bon : « Nous avons retrouvé l'été depuis deux jours. Il faut remettre les habits d'été sans éloigner les habits d'hiver ; ainsi va la France. »

L'abbé de Coulanges et sa nièce reprennent leurs travaux d'architecture ou de jardinage interrompus par la pluie du mois précédent : « Nous avons bien des ouvriers, mais nous occupons, tant que ça peut être qui nous est revenu d'usage, nous ne serons pas à plaindre. »

La deuxième semaine de septembre, un temps réellement beau s'est enfin établi : « Nous avons un temps admirable depuis huit ou dix jours ; c'est un véritable été. »

Et, huit jours plus tard : « Il fait ici un temps divin ; c'est une perfection. Il y a fait des chaleurs extrêmes, mais j'ai fait tout comme vous : je suis beaucoup, mais je n'osais me plaindre, à cause du mois de septembre. C'était pourtant le vrai et la seule canicule de cette année. Vous allez avoir des muscats bien merveilleux. Ah ! que j'en mangerai bien ! »

Au mois d'octobre, le soleil brille toujours sur la Bretagne et sur les chemins qui, de Paris, y mènent. Mme de Sévigné doit brusquer son retour à cause de la santé de son fils que les médecins rennaise ont inutilement torturé et qu'elle espère faire soigner plus efficacement à Paris.

Malgré les belles conditions atmosphériques, le voyage sera quelque peu retardé par le manque plus lent du malade en lit, et le convoi n'arrive à Paris que le 29 octobre : « J'arrive hier au soir, ma très chère, par un temps charmant et pariel. Si vous êtes bien sage, vous en profiterez, et vous n'attendrez point l'autre lune, à cause des pluies et des mauvais chemins. Je n'avais jamais vu ceux de Bretagne en cette saison. »

Voilà ce qui devrait encourager les vacanciers de septembre et d'octobre... en 1978 !

DENISE MAYER.

(1) Jardinier des Roches, M. de Chaulnes, ancien gouverneur de la Bretagne.

(2) Vermillonnetterie : sorte de petit kiosque ; l'« infirmerie », nom donné à l'une des allées du parc des Roches.

« Revenez, revenez... »

Chaque jour, il passe au bureau de l'emploi. On lui dit : « Revenez, revenez... » Et il revient. Le matin, c'est là qu'on peut le trouver ; l'après-midi, sur le trottoir devant le Crédit lyonnais, dont les employés le connaissent et même chassent celui qui a le culot de prendre sa place ; ou bien, s'il pleut, devant les Nouvelles galeries, à cause de l'auvent. Le soir, il dort au camping municipal, pour 7 F. Comme il se fait environ 25 à 30 F par jour, il ne reste que la différence pour sa chimie et lui.

Cela fait trois mois qu'il a quitté son Pas-de-Calais natal dans l'espoir de trouver du travail dans le MIDI. Malheureusement, il n'attend plus que d'avoir de l'argent pour prendre le train et y

POINT DE VUE

Le marché des solitaires

par LOUIS MARTIN JENTEL (*)

QUELQUES chiffres : six cent cinquante mille quarante-cinq femmes, sont veuves ou divorcées dans la tranche d'âge de quarante à cinquante-neuf ans, alors qu'en face on compte seulement deux cent cinquante-six mille sept cent quatre-vingt-huit hommes dans la même situation (1).

Une deuxième observation : « L'intensité du mariage est pour les hommes en raison directe de la qualification et du niveau de revenus, pour les femmes en raison inverse », écrit F. Longone (2). C'est ainsi que « un tiers des filles progressent vers le haut en se mariant, tandis qu'un dixième régressent (3) ». Par voie de conséquence, on constate un taux très élevé de célibat pour les hommes des groupes sociaux les plus populaires, puisque les jeunes filles de ces milieux ont souvent épousé des

hommes du groupe « supérieur ». Et, à l'inverse, les femmes d'un niveau élevé restent très fréquemment seules parce que les hommes leur convenant ont épousé des femmes dont le niveau d'instruction, ou le milieu, était « inférieur » au leur.

Aussi, à cinquante ans, 27 % des femmes cadres supérieures sont célibataires, contre 4 % seulement d'hommes (4). Même problème pour les femmes de professions libérales.

Un troisième facteur a engendré un taux de célibat élevé, cette fois dans le monde rural : 60 % des jeunes filles ont quitté la campagne avant vingt ans. Comme les citadines ne retournent pas à la terre pour de nombreuses raisons (style de vie, langage, système de valeurs différents, etc.), on compte actuellement trois hommes célibataires dans le monde rural pour un célibataire dans le reste de la population (5).

A ces solitaires « conjoncturels », il faut ajouter les solitaires « structurels » : les personnes à problèmes physiques, psychologiques, sociaux qui ne peuvent parvenir à trouver le compagnon souhaité, bien qu'elles aient plus que d'autres à combler, un manque affectif qu'elles ressentent avec une intensité accrue. Citons aussi, pour mémoire, ceux qui se veulent ou qui sont « en marge » pour une raison quelconque : mode de vie, religion minoritaire... auxquels il faut ajouter les personnes émigrées et non encore intégrées.

Trois à six millions

Selon les évaluations, ce « marché » varie de trois à six millions d'hommes et de femmes seuls (6). L'immense majorité de ceux-ci ne pourront donc jamais trouver de partenaire parce qu'ils n'existent pas. D'où la prolifération récente de certaines agences matrimoniales dont les fichiers reflètent, de manière très amplifiée, les déséquilibres démographiques. Les simples gens et ruraux s'y retrouvent cinquante ou cent fois plus nombreux que les femmes leur correspondant. Quant à celles-ci, qui sont le plus souvent citadines et de trente ans ou plus, elles se retrouvent dans les mêmes proportions plus nombreuses que les hommes souhaitant les rencontrer.

(*) Directeur général de l'Im International, auteur de Vers une civilisation du couple.

En cette année 1980, Pérou arrivait fort tard, le 21 avril. Le mardi gras tombait le 5 mars et l'avant printemps parisien s'était montré d'une douceur quasi estivale. Mme de Sévigné en avait profité pour aller, avec son oncle l'abbé de Coulanges, passer « les jours gras » dans l'abbaye de Livry, à 2 lieues de Paris, ou plus précisément dans la jolie abbaye qui leur servait de « résidence secondaire ».

Le maroc des cendres, de Livry, l'épistolier écrit :

« Nous avons passé ici les trois jours gras, ma bonne, et le soleil qu'il m'a donné nous délectait à prendre ce parti, il m'a semblé que vous auriez aimé cette équipée ; elle m'a paru du même bon goût que vous fait essorir vos habits et vos rubans. Vous corrigez toujours l'écarter, avec quelque couleur brune ; nous avons tamperé le brillant de carbone-présent avec la feuille morte de cette forêt ; il y a fait le plus beau temps du monde ; les jardins fort propres ; la vie belle, et un bruit des oiseaux qui commencent déjà d'annoncer les printemps qui nous a paru bien plus joli, que les vitres gris des rues de Paris... de Paris. »

Si donc une seule mesure législative devrait être prise pour arrêter le « racket » actuel des solitaires, ce ne serait pas d'obliger les agences à faire une déclaration à l'administration, d'établir un contrôle, ou de menacer de sanctions graves les personnes ayant fait souscrire un contrat à contrepartie imaginaire, puisque les agences pourraient toujours justifier qu'elles avaient un médecin inscrit dans leur fichier, même si elles ont également cent femmes qui souhaitent le rencontrer. Ce serait d'imposer un équilibre acceptable des inscriptions féminines et masculines par âges et milieux sociaux, en assortissant cette prescription d'un contrôle et de sanctions en cas de dépassement.

Largement insoluble

L'emploi de certaines techniques publicitaires déséquilibre les fichiers (publicité dans la presse féminine ou à la radio, « annonces-appâts », tandis que d'autres favorisent cet équilibre (utilisation de la presse masculine, auto-interdiction des relations publicitaires aux catégories sociales en surnombre, etc.).

Si cette mesure élémentaire d'assainissement était adoptée, nul doute que cesserait rapidement la spoliation de milliers de personnes seules, souvent dans un grand état de détresse et paralysées par la crainte du « qu'en dira-t-on ».

Le problème de la solitude, ressentie avec acuité, est largement insoluble dans l'immédiat. Il pourra peut-être trouver une solution partielle à long terme, par une meilleure adéquation des partenaires du couple, c'est-à-dire par une autre conception du « choix matrimonial ». Peut-être les pouvoirs publics pourraient-ils enfin s'interroger sans a priori sur les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir cette réforme.

- (1) INSEE, recensement de 1975. (Pour Garmy, 182 rue de Berry, 75002 Paris, Cedex 12.)
(2) Population et Société. (Institut national d'études démographiques, 20 av. de la République, 75011 Paris.)
(3) INSEE, recensement sur 1.000 couples quinquages choisies à Nantes (Sud-Ouest, 5-9-1977).
(4) INSEE, octobre 1978.
(5) Sur 627 415 hommes célibataires de 40 à 59 ans, on dénombre 297 130 ruraux. Résultats du recensement de 1975, Op. cit.
(6) Le recensement de 1975 dénombre 2 768 000 hommes célibataires, veufs et divorcés de plus de 25 ans, et 3 805 165 femmes, soit 1 million de plus.

Le Monde
Services des Abonnements
5 rue des Saussaies
75008 PARIS CEDEX 08
G.O.P. 421-73
ABONNEMENTS
3 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - DOM. - TOM.
115 F 230 F 305 F 408 F
TOUTS PAYS STRANCIERS
PAR VOIE NORMALE
245 F 390 F 515 F 710 F
ETRANGER
(par mandat)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
145 F 225 F 305 F 518 F
2. - TUNISIE
130 F 240 F 305 F 508 F
Par voie aérienne
Taux sur demande
Les abonnements qui paient par chèque postal (tous pays) voudront bien joindre ce chèque à leur mandat.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tout les noms propres en capitales d'imprimerie.

CORRESPONDANCE

Il y a phantasmes et fantasmes

Le petit article « Mots Ph ou P d'Olivier Rezzonico (Le Monde daté 16-17 juillet), nous a valu de recevoir de Mme Fabrice-Luce la réponse suivante :

« Peut-être les « dictionnaires habituels » s'accroissent-ils pour dire que les deux orthographe du mot fantasmé avec « ph » ou avec « f » — sont également bonnes. Mais il faut, je le crois, signaler, à toutes fins utiles, que dans leur Vocabulaire de la psychanalyse, ouvrage de référence dont la compétence est reconnue, J. Laplanche et J.-A. Fontana indiquent que la graphie en « ph » a été proposée par Susan Isaacs et adoptée par divers auteurs et traducteurs pour désigner le fantasme inconscient et marquer sa différence avec le fantasmé conscient. »

On peut également souligner que, pour certains théoriciens de la psychanalyse, la graphie en « ph » du mot fantasmé renvoie très spécifiquement aux phantasmes inconscients appelés originaux (des Urphantasmes de Freud). Contrairement aux autres phantasmes inconscients, ils relèvent de par leur universalité, d'un patrimoine psychique transmis sur le mode phylogénétique.

Il n'est donc pas si facile qu'on pourrait le croire de gagner les « cinq points » en vocabulaire psychanalytique.

LA VILLE

Il reste le cimetière

NOUS qui sommes tous devenus citadins, comment allons-nous vivre dans les années qui viennent ? Quel territoire pour nos enfants où galoper sur leurs montures ? Dans la grande ville de provinces où je viens d'arriver, le sent cheminé des voitures à la recherche d'une place et des piétons « en quête d'espace est une aventure quotidienne. Ce ne sont, autour de nous, que feux de circulation, flèches, camions, panneaux, bretelles d'autoroute, garages, passerelles. La bagnole s'est mariée au béton sur fond de macadam et de pavés mouillés.

Reste, au bout de ma rue, le cimetière. Un jour de bruit et de fureur, j'ai trouvé derrière ses grilles un accueil inattendu, silence et air pur sous le frémissement des arbres. Tous ceux qui dorment là sont des vernis, enfin des gens qui ont le temps ! Ils nous attendent patiemment ou tournant de leur tour de pierre, pour qu'après d'eux nous puissions nous retirer.

En bonne association de copropriétaires « in ceterum », ils ont exigé une zone de silence avec allées piétonnières, une imprenable sur le ciel, une réserve d'oiseaux et des espaces verts qu'ils entretiennent eux-mêmes. Et, pendant que nous courons, ils s'enfoncent dans la terre pour nous faire cadeau des arbres.

O mes aîeux, merci de cultiver ainsi votre jardin pour sauver les enfants de l'auto et les fous du volant que nous sommes devenus. Pourquoi n'avons-nous plus le culte des ancêtres ?

ANNE TOUZARD.

COMMERCES

Litière pour chats

« M » On chat est très difficile. Il se mange pas d'impression qu'il s'accepte que les bouillottes Chats. On les grandis Mouches. »

Glodification du chat-joie, du chat-bébé, de dieu-chat, la femme qui lui est numéro de publicité à la télévision ne sentit que ridicule si elle se demandait en même temps un peu froid dans le dos. Concoquer des nouritures sophistiquées pour chiens et chats quand des millions d'eux humains crèvent de faim dépense les limites de l'indécence, mais c'est de ses émouvants qui passent sans doute indécemment aux amis des bêtes.

A cette station-service des Landes, un énorme camion semi-remorque est arrêté. Il fait son plein. Trois cents litres de gazoil, ou à le temps de regarder. Il en a « plein sa cloque », le chauffeur. Trois jours bloqué de l'autre côté de la frontière d'Espagne, à cause des troubles dans le Pays basque.

« Ce cognac dur, là-bas. Les exploitants, j'ai même entendu siffler les halbes, pas loin. J'ai accepté de passer, si j'allais bien que je ramène une cargaison. »

— Des dents pointées ?

— Non, de la haine pour chats. On le prend en Espagne et on le ramène en France.

— Quoi, tout ce camion, de la litière pour chats ?

— Oui, 25 tonnes. »

LOUIS LATAILLADÉ

RADIO-TELEVISION

Les nouvelles techniques

Les vidéo-pirates

par HENRY CHAPIER

L'ARRIVEE sur le marché français des nouveaux magnétoscopes enregistreurs, annoncée à grands renforts de publicité par les firmes étrangères qui fabriquent ce type d'appareils, risque de bouleverser non seulement nos habitudes culturelles mais encore le système de protection mis en place par le législateur en 1957 pour assurer la défense du droit de propriété artistique et littéraire.

cassette est un encouragement à la piraterie, et l'investissement qu'elle exige un magnétoscope-enregistreur — loin d'être dissuasif — se trouvera à la portée de n'importe quelle « coopérative » de pirates bien organisée. Qu'est-ce que cela veut dire dans l'immédiat au niveau du marché français — pour les auteurs-compositeurs, éditeurs, acteurs-interprètes ou techniciens ?

tre de la communication les dangers de la passivité du gouvernement dans ce domaine, on a le sentiment que rien ne sera fait pour arrêter l'évolution sauvage en cours. Aux Etats-Unis, la situation est fondamentalement différente, de par le caractère concurrentiel de l'économie : là-bas, les grandes compagnies de cinéma ou de disques ont pris en main elles-mêmes la fabrication des cassettes, calculant leur prix de revient, et arrivant à la conclusion que la meilleure forme de protection est celle que l'on organise soi-même dans la plus parfaite légalité.

Comment croit-on, dans ce cas, empêcher indéfiniment — dans notre pays accablé à la défense du monopole et respectueux, par ailleurs, de la loi de 1957 — une évolution technique, industrielle et sociale qu'une certaine « politique de l'autruche » n'a cessé d'occulter ?

Droits d'auteur

A la rentrée, n'importe quel « collectionneur » mal intentionné sera en mesure de ravendre autant de cassettes qu'il voudra des chefs-d'œuvre du cinéma, du théâtre filmé ou des concerts diffusés par trois chaînes. Le prix dérisoire des

A l'époque où les syndicats d'Artiste 2 protestent déjà — à juste titre — contre la diffusion des films amateurs au super-8 sur l'écran, il est temps d'envisager un système qui protège notre patrimoine culturel et professionnel exposé au pillage.

Mesures de sauvegarde

Cette faculté de s'adapter aux circonstances en tournant toutes les évolutions techniques, culturelles et sociales à son profit n'appartient qu'au système libéral américain : il serait faux d'insister que — dans ce domaine précis — les choses vont suivre une évolution analogue en France.

Écouter-voir

● MUSIQUE : SHOW ELVIS PRESLEY. — Mardi 15 août, TF 1, 18 h. 45.

Lorsqu'il part en 1958 pour effectuer son service militaire, Elvis Presley est le héros d'une légende qui a trouvé son dénouement à lui, d'un univers qui s'est découvert à travers lui, celui des adolescents. Il est le « King » du rock'n'roll et le restera jusqu'à sa mort, il y a tout juste un an dans la nuit du 16 au 17 août 1977. Pourtant, après son séjour à l'armée, Elvis s'est enfoncé dans une abominable production qui n'a plus aucun lien avec le rock'n'roll. De même, il tourne des films qui n'offrent que peu d'intérêt.

En 1968, cependant, il enregistre aux Etats-Unis un show télévisé pour la chaîne N.B.C. A la surprise des téléspectateurs il est habillé de cuir noir pour interpréter, durant près d'une heure, les rocks qui ont fait le succès de ses débuts. On redécouvre le cadre dans lequel la voix du « King » prend sa dimension réelle, ce pour quoi elle est faite, avec des titres comme Heartbreak Hotel, Jailhouse Rock, Lowdy Miss Clowdy, Hound Dog. L'image illustre l'ultime moment du rock. Ce show est resté inédit en France (un album en a été extrait).

● DOCUMENT : L'IMPROMPTU D'ANNECY. — Mercredi 16 août, TF 1, 22 h.

L'Impromptu a été tourné en 1975 lors de l'exposition rétrospective Alexandre Alexeeff organisée au château d'Annecy pour accompagner les Journées Internationales du cinéma d'animation qui rendaient ainsi hommage à l'un des pionniers du genre, l'inventeur de l'écran d'épingles. Il a été réalisé par Alexeeff lui-même, qui y retraces et commente son parcours.

Une retransmission très poétique qui ne devait pas avoir une joule d'adaptes. Le cinéma d'animation exige toujours du temps. Mais là...

● THÉÂTRE : ET POURTANT CE SILENCE NE POUVAIT ÊTRE VIDE. — Jeudi 17 août, France-Culture, 20 h.

Le cas des sœurs Papin, deux jeunes domestiques qui assassinèrent leur patronne et sa fille. En écrivant les Bonnes, Jean Genet s'inspirait du fait divers pour mettre en marche le rituel d'une transgression. Jean Magnan montre quatre femmes qui se parlent sans rien se dire, en équilibre instable au bord du vide, soumises à des rapports de forces qui interfèrent, dominées par l'image inexistante de la « femme idéale », idole creuse, déesse des vertus ménagères. Il fait entendre l'artifice des mots, la tension des silences, la vérité des désirs.

Mise en espace par Robert Grönbeim au théâtre Théâtre d'Avignon, la pièce doit gagner à l'enregistrement, qui rectifie les imperfections acoustiques des Pénitents blancs. Il ne faut rien perdre des dévies de Béatrice Bonvoisin et de Christiane Boisson, de la haine désespérée qui suit Monique Melinard et Laurence Roy.

● MAGAZINE : LA TCHÉCOSLOVAQUIE, DIX ANS DE NORMALISATION. — Vendredi 18 août, FR 3, 20 h. 30.

Trente cents intellectuels tchécoslovaques signèrent, en 1977, la Charte demandant le respect des accords d'Helsinki et l'application des lois garantissant les libertés fondamentales. Ceux qui sont restés dans leur pays sont victimes de traverseries policières et administratives : les agents du régime de M. Gustav Husak s'emploient à les isoler de la population, les présentant comme des agents troubles du monde occidental et, surtout, les privant de l'emploi qui leur revenait avant le « printemps ».

L'enquête menée par Michel Thiery et réalisée par Alain Romanic pour le « Nouveau Vendredi » permet d'entendre un historien devenu journaliste, un philosophe réduit à garder les bêtes d'un zoo. On compte ainsi dix mille intellectuels « prolétaires » : la Tchécoslovaquie est retombée dans le silence. Sur le territoire séjournent en permanence quatre-vingt mille soldats soviétiques.

Ce que signifie au jour le jour le mot « normalisation » ressort de cette émission, un croquis de cette émission, un croquis de témoignages de ceux qui, ayant cru très ardemment au socialisme à visage humain, ne se sont pas résignés et n'ont pas accepté l'idée de l'exil, cette fuite à laquelle tout les incite.

Il faudrait — pour cela — qu'il existe une force de dissension soit chez le législateur qui envisagerait des mesures de sauvegarde de type protectionniste, soit chez les industriels qui auraient aussitôt les moyens d'une véritable contre-attaque sur le marché.

Or personne ne songe encore ici aux périls que représente l'arrivée de la « nouvelle vidéo » sur un marché où les autres s'imaginent à jamais protégés par la loi de 1957, où les techniciens se font à la vigilance de leurs syndicats, et où les officiers croient à jamais à la pérennité du service public et au relatif contrôle de l'information politique et culturelle à travers la défense du monopole d'Etat.

Faut-il penser que les appels au secours des milieux professionnels et les mises en garde des industriels français n'auront pas été entendus, et que notre pays deviendra la terre d'élection des nouveaux pirates en attendant une prise de conscience qui ne risque d'intervenir que le jour où le mal sera fait ?



Zarah Lander dans « Paramatta, bagne de femmes ».

● L'APPAT, d'Anthony Mann. — Dimanche 13 août, TF 1, 17 h. 55.

Quatre hommes et une femme dans l'Ouest sauvage. Des êtres face à une nature qui peut être hostile, la rigueur d'une épreuve dans la réalisation. C'est beau, simple, cela ne vieillit pas. C'est un grand western d'Anthony Mann.

● LE FILS DE CAROLINE CHÉRIE, de Jean Devaivre. — Dimanche 13 août, TF 1, 20 h. 30.

Il s'appelle Juan, se croit espagnol et, en dignité de sa mère, ne peut être qu'un « Don Juan ». Il fait à la fois la guerre (en Espagne, sous Napoléon I^{er}) et l'amour. Jean-Claude Pascal n'est pas devenu un mythe comme Martine Carol mais la petite brune qu'il prend longtemps pour sa sœur et dont il fera sa femme, c'est Brigitte Bardot encore inégale.

L'AVENIR DE LA S.F.P.

Argent public et production privée

« ON peut faire rentrer un vase de Chine dans une boîte de petits pois. Mais pour ça, il faut le briser. » L'auteur de cet aphorisme sait de quoi il parle : réalisateur de télévision, il travaille souvent pour le « privé ». Dramatiques, feuilletons, télé-films commandés par les chaînes à ceux qui présentent les devis les plus concurrentiels. Résultat, une télévision « au monie », et beaucoup de vases cassés.

Depuis 1975, selon le Syndicat national de radio-télévision (S.N.T.P.C.T.), le volume horaire des commandes passées au privé ne cesse de s'accroître. La S.F.P., expliquent les chaînes, propose des devis outranciers, de 25 % à 40 % supérieurs à ceux des sociétés privées. A qualité égale, nous sommes les moins chers, rétorque la S.F.P. Dialogue de sourds, où chacun paraît oublier qu'il vit de l'argent public, et se comporte en capitaine d'industrie. Dans les coulisses, les sociétés privées assistent avec délectation à ces passes d'armes qui leur assurent une relative prospérité. En contribuable impavide, le téléspectateur, lui, signe les chèques.

Une vingtaine de grosses sociétés, autour desquelles gravitent de multiples petites sociétés, travaillent pour la télévision. Une même vague à lait pour deux secteurs professionnels : les producteurs et les prestataires. Les premiers assurent, pour une mise de fonds souvent minime (la garantie des « imprévus » par exemple), la coproduction de séries ou de dramatiques. Les seconds se contentent, essentiellement, de la location de matériel et de personnel.

Dans la plupart des cas, l'entreprise est futureuse, commente le Syndicat national des techniciens de la production cinématographique et de télévision (S.N.T.P.C.T.), 95 % du personnel est, en effet, composé d'intermittents sans aucune garantie conventionnelle. S'il existe deux conventions — celle de l'Union C.R.T.P. et celle des techniciens du film — la majorité des sociétés privées s'en estiment dégagées.

Un chômage endémique, qui frappe les quelque trois mille techniciens du film, offre à ces sociétés une main-d'œuvre mal-étable.

Un sceptique de passer sous leurs fourches caudines, ou bien l'un qu'il se professionnalise. Habitué à travailler « avec un harnois et trois bouts de ficelle », les techniciens du privé possèdent une

ingéniosité qui manque sans doute aux statuts des chaînes. Mais ils la payent cher.

Atteints du même mal, les réalisateurs se pressent aux portes des producteurs, prêts à en rabattre pour tourner. Leurs contrats ne leur reconnaissent ni droit de suite, ni droits d'auteur, ni droits de redistribution. Le montage ne fait pas partie de leurs obligations, et constitue seulement une clause « morale », que chacun applique selon son humeur.

Le temps de tournage, enfin, tient souvent de la peau de chagrin. On boucle au plus vite, pour que ça rentre dans le moule. A ce prix, les producteurs privés peuvent, sans trop de peine, proposer des tarifs hautement « concurrentiels ». L'argent public sert ainsi à tourner les conventions et à réduire à néant les acquis syndicaux.

Pourtant, les producteurs privés n'ont pas le monopole de l'emploi sauvage. Les chaînes n'hésitent pas, comme à TF 1, à réclamer aux sociétés privées la « ristourne » habituelle sur les barèmes syndicaux lorsqu'ils existent, ou à engager en sous-main des intermittents. D'après le S.N.T.P.C.T.-C.G.T., la production de FR 3 serait ainsi assurée pour plus de la moitié par des occasionnels, engagés au plus bas de la grille salariale. « Dans ce domaine, l'INA tient la queue du peloton, ajoute le syndicat. On peut avoir fait plus de cinquante films, dont cinq passent régulièrement à la cinémathèque, et être payé comme un débutant. »

La situation de l'INA

UNE LETTRE DE M. MICHEL ROUX

Nous avons reçu de M. Michel Roux, directeur général de l'Institut national de l'audiovisuel, la lettre suivante, en réponse au point de vue de M. Hervé Gosselin, l'INA vu de l'intérieur, paru dans le Monde daté 6-7 août.

J'ai lu avec étonnement un article présenté comme un point de vue interne sur l'INA signé de M. Gosselin et présentant comme un « créancier du service financier » de l'Institut.

Je regrette de n'avoir pu vous éclairer, quand il en était encore temps, sur le caractère bref et limité de la collaboration de l'intéressé à l'INA : d'abord stagiaire, M. Gosselin a été pendant quelques mois contractuel à mi-temps chargé de l'émission des titres de recettes à notre division financière — c'est son titre

Les programmes se ressentent de cette course au profit, qui ne bénéficie en tout cas guère à ceux qui les subventionnent. Et l'outil que représente la S.F.P., entièrement payé par les spectateurs, reste incomparable. Pourtant, ses tarifs élevés ne s'expliquent pas entièrement par la qualité de ses réalisations ni par sa politique salariale.

Si les chaînes lui reprochent de faire supporter ses coûts fixes à ses clients, les syndicats attaquent une « gestion cellulaire » qui permet de « gonfler artificiellement les coûts » et introduit à l'intérieur de la maison un facteur de concurrence. Le S.N.T.P.C.T.-C.G.T. l'accuse également de se livrer aux mêmes pratiques que les producteurs privés, en fournissant aux conditions conventionnelles de l'audiovisuel prestations et personnel à l'industrie cinématographique, tournant ainsi la convention collective des techniciens du film : « La S.F.P., avec son statut hybride d'établissement public à caractère industriel et commercial, est aussi l'échappatoire où l'argent public sert à abriter l'industrie privée. »

Issues, pour la plupart, de la réforme de 1974, ces contradictions ne cessent de s'accroître, et de la réforme de la S.F.P. à l'INA n'est qu'une illustration partielle. La télévision est malade de sa réforme et, sans médication énergique, elle pourrait bien, d'ici quelques années, ne pas s'en relever.

XAVIER DELCOURT.

esset — avant de démissionner le 3 août.

Les informations parues au cours des dernières semaines concernant l'INA, le fait que l'article soit présenté comme un « point de vue interne », confirment le caractère tendancieux des légations contenues dans cet article me conduisent à penser qu'il est utile de porter à la connaissance de nos lecteurs les conditions dans lesquelles M. Gosselin a pu être associé à la vie de l'Institut, à défaut d'une réponse de fond que les circonstances ne me paraissent pas requérir.

M. Gosselin nous a précisé qu'il travaillait à l'INA depuis le 1^{er} janvier 1977 et qu'après un stage de trois mois son contrat avait été renouvelé plusieurs fois jusqu'à sa démission, le 3 août 1978.

Les films de la semaine

● INTERMEZZO, de Gustaf Molander. — Dimanche 13 août, FR 3, 20 h. 40.

Une jeune fille amoureuse sacrifie sa passion à la paix d'un ménage. Cette « love story » suédoise attire l'attention des Américains sur la jeune Ingrid Bergman, populaire dans son pays autant que Garbo. « Intermezzo » est une œuvre de l'ancien chemin de Hollywood. On a pu voir, jadis, le remake américain de Gregory Ratoff.

● OPERATION JUPONS, de Elio Sestini. — Lundi 14 août, TF 1, 20 h. 30.

L'odyssée burlesque d'un sous-marin hors d'usage pendant la guerre dans le Pacifique contre les Japonais. A mi-chemin entre la comédie américaine et les films d'humour anglais. Cary Grant et Tony Curtis sont irrésistibles.

● L'ATTENTAT, d'Yves Boisset. — Lundi 14 août, FR 3, 20 h. 30.

L'affaire Ben Barka transposée en fâcheuse fiction politico-policière. Les qualités de metteur en scène de Boisset, mais aussi son manichéisme, ses clichés d'opinion à gauche et son goût des effets. Ce cinéma-là est plus proche de Cayatte que de Francesco Rosi.

● LES QUATRE FILLES DU DOCTEUR MARCH, de Mervyn Le Roy. — Mardi 15 août, A2, 16 heures.

Résumé bien connu du film ancien de Gukor. On peut maintenant faire la comparaison grâce au « Cinéma de minuit ». La version CufOff reste supérieure, même si les images en couleurs de celle-ci apportent à l'atmosphère désuète un charme supplémentaire. June Allyson en « Jo » est exécrable. Mais lei il y a Elizabeth Taylor et Janet Leigh, toutes jeunes.

● LES FLEURS DU SOLEIL, de Vittorio de Sica. — Mardi 15 août, FR 3, 20 h. 30.

Le jeu des grandes orgues sentimentales dans un drame qui présente les séquelles de la deuxième guerre mondiale. La participation soviétique à la production aurait pu donner à l'histoire un plus grand intérêt sans les précautions diplomatiques du scénario. Film populaire, en tout cas, ne serait-ce que par l'émotion que font naître Sophia Loren et Marcello Mastroianni.

● NAPOLEON, de Sacha Guitry (première partie). — Mercredi 16 août, A2, 15 heures.

En jouant Talleyrand qui raconte la vie de l'Empereur après sa mort, Sacha Guitry chipe évidemment, la vedette à Napoléon Bonaparte qu'il s'efforce de recréer à sa façon. Mais il y a tant d'esprit dans cette fantaisie historique !

● LE ROCK DU BAGNE, de Richard Thorpe. — Mercredi 16 août, FR 3, 20 h. 30.

Faire d'Elvis Presley un artiste cynique et comparer le monde du show-business américain à celui des pénitenciers, c'est tout de même assez étonnant pour un film musical destiné à glorifier le « roi du rock ». En tout cas, Elvis Presley tient là son meilleur rôle.

● LA BATAILLE POUR ANZIO, d'Edward Dmytryk. — Jeudi 17 août, FR 3, 20 h. 30.

L'écho d'un général américain, responsable d'une sanglante défaite sur le front italien en 1944, longuement et durement analysé. Robert Mitchum, correspondant de guerre, semble s'interroger sur la toute-puissance de l'Amérique, et Dmytryk, non sans quelque ambiguïté, fait réfléchir sur le jeu guerrier, sur l'homme, doté d'un fusil.

● LE BOUGNOUL, de Daniel Mesrobian. — Vendredi 18 août, A2, 22 h. 35.

A partir d'un incident dans un autobus, une sorte de reportage sur la vie quotidienne d'un travailleur algérien à Paris et sur les manifestations du racisme ordinaire. Un bon sujet, gâté par la maladresse de la mise en scène et le simplisme de certaines démonstrations.

● LE CARNAVAL DES TRUANDS, de Giacomo Montaldo. — Dimanche 20 août, TF 1, 20 h. 30.

Un hold-up à la manière du « Rififi » chez les hommes « éternel classique » autrement raconté par un réalisateur italien.

● PARAMATTA, BAGNE DE FEMMES, de Detlef Sierck. — Dimanche 20 août, FR 3, 22 h. 40.

Comment un réalisateur danois qui, en émigrant aux Etats-Unis, allait devenir Douglas Sirk fit, en 1937, de la Suédoise Zarah Lander, la star romantique du cinéma allemand de l'époque. Ce splendide mélodrame de style baroque où la Lander, belle comme Garbo, souffre les tourments de la passion et chante avec une voix de sombre velours est, aujourd'hui, une redécouverte.

● UN SOUÇON DE VISON, de Delbert Mann. — Lundi 21 août, TF 1, 20 h. 30.

Le réalisateur s'effrite de « Marty » peaufiné dans une comédie américaine où Doris Day tient en laisse Cary Grant jusqu'au mariage. Les vedettes, sympathiques, souvent, en partie, ce film médiocre.

● LE PARI, de Gérard Carlier. — Lundi 21 août, FR 3, 20 h. 30.

Gérard Carlier a mieux réussi comme cascadeur que comme metteur en scène de cinéma. Et en tournant avec lui, Jean Marais et Marie-José Nat n'ont pas en de chance.

Journal de l'ISA

150

Le Monde

culture

Théâtre

Maria Pacôme dans le vent de la fantaisie

Elle vit à la campagne avec un « tribu » : homme, mère, enfants, et prend le temps de s'amuser. Elle aime se raconter des histoires : « Je serais toute seule et ce serait la nuit. J'entendrais une voix masculine qui dirait "haut les mains !" et au lieu de "hurle", je ferais "chahuté". Et la voilà qui écrit. Lui : "Haut les mains !" Elle : "Pourquoi faire ?"

Maria Pacôme rêve sur le mode burlesque, c'est sa nature. Ou bien ça l'est devenu à force. En tout cas, elle est douée. Sa première pièce, Apprends-moi Céline, s'est donnée huit mois plus tôt. Elle est venue en samedi 12, jusqu'à Noël, avant de partir en tournée. Rien de plus simple, en somme. Maria Pacôme a écrit la pièce qu'elle avait envie de jouer, et le public aime.

« Je ne l'écrit pas des vérités, dit-elle. Je l'écrit des choses qui n'ont fait de rien, il n'y a rien. Ce n'est pas un principe. Si j'étais capable d'autre chose, je le ferais. Mais je suis lucide : je ne suis pas tellement intelligente, pas très cultivée. Heureusement, j'ai de l'humour. C'est l'humour qui m'a tiré de situations difficiles. »

Si elle est intelligente, Maria Pacôme a écrit la pièce qu'elle avait envie de jouer, et le public aime. Elle a écrit la pièce qu'elle avait envie de jouer, et le public aime.

« Tout est arrivé tard. Mes vrais débuts, je les ai faits à trente-trois ans. J'ai joué dans la Revue de l'Université d'été. Ça m'a permis d'impressionner personne. Il fallait bien que je vive. Je suis allée à Montréal, au Rideau-Vert. C'est là que j'ai

joué les comiques. Je suis revenue pour Québec. Je n'ai jamais été le superstar, mais j'étais éblouie : tout cet argent qui s'offrait ! J'ai voulu la grande maison, j'ai voulu ce que je n'avais pas vu. Je ne cherchais pas à faire vibrer la corde sensible : j'ai manqué de rigueur, j'ai tout accepté. Ma prise de conscience a été tardive. »

Elle rit, trop pressée de vivre pour s'attarder sur l'amertume. Elle enfonce ses souvenirs pénibles dans un placard. Ceux qui s'en échappent, elle les peint aux couleurs de son humour-savard. Le Boulevard peut devenir une bonne école de sans pratique : « Il faut que ça percute, dit-elle. Et puis on ne peut pas tomber, ça ne sert à rien et on se dégrade. Rien n'est solide, c'est du vent. Un vent de folie sur une intrigue sans réalité, donc il faut des émotions vraies, des rapports justes, et surtout des personnages vivants. L'acteur n'a rien d'autre que les mots... Je sais écouter, je pile mon entourage. C'est pourquoi je peux écrire. »

Avant Apprends-moi Céline, Maria Pacôme avait écrit des sketches pour un show télévisé, et un scénario Jeanne, l'histoire d'une comique qui rêve de jouer Michaux. « Pourquoi Michaux ? Pour qu'on ne prenne pas la personne au sérieux... Et puis quand j'étais mariée avec Maurice Ronet, on y avait pensé... Je vis le cinéma. Je suis un peu lassée du théâtre. Jouer tous les soirs pendant des mois... On n'est pas des machines. Alléluia, les vedettes n'ont pas honte de reprendre des rôles, moi, ce n'est pas possible, moi, c'est le succès qui risque de vous abîmer, de vous anéantir dans des rôles... Je ne peux pas être un grand plaisir, on s'il un grand plaisir. C'est-à-dire que tout roule bien, et puis un succès manqué, et c'est l'angoisse, tout est remis en question. J'ai le trac, j'ai peur... Enfin, bien sûr, je l'aime ce métier. »

COLETTE GODARD. * Nouveautés, 21 h.

Formes

Les pérégrinations de Georges Hugnet

Limiter le firmament surréaliste à quelques années de première grandeur serait restreindre la portée d'un non-fondateur qui a croisé une trace profonde dans les lettres et les arts de l'après-guerre. Avant de laisser son « corps embaumé » entre les mains des professeurs... Le faire-part de Georges Hugnet qui suit, ou savoir car il est mort en 1974, de quoi il mourra. N'a-t-il pas participé à l'éclosion de groupes avant d'en être exclu, dans Pleins et débordés par exemple ? Les pérégrinations (Pierre Grasset) commencent de l'espérance, à l'égard de la figure fabuleuse d'Opus (Dominique) d'un poète au moins plus discret qui s'est exprimé avec un égal bonheur en mots et en images, offrant aux visiteurs souvent peu avisés du Centre Georges-Pompidou, une promenade chaotique non seulement à travers un œuvre, mais à travers l'histoire d'un homme qui a traversé de la surréalisme à la baguette elle apporte une combinaison désormais indispensable (1).

En deçà et au-delà du surréalisme

En ces jours de vacances c'est une excursion qui va vers bien d'autres. On diambule même en deçà et au-delà du surréalisme. Avant sa rencontre (puis sa rupture avec André Breton), Max Jacob lui avait ouvert les portes d'un monde insouvenant et despotique du surréalisme, mais il n'est pas resté exposé ici, à côté de ceux de Breton, Brel, Cécile, Marcoussis, entre autres. Il avait été le familier et caducateur de Gertrude Stein. Il avait été initié à tout, dans une période de pleine effervescence, les avec C.A. Higgins, Man Ray, avec Paul Eluard et Picasso, les amis de toujours, avec les illustrateurs de ses livres : outre Max Jacob et Picasso naturellement, Hyacinthe pour l'Apocalypse, Ombres portées ; Miro pour Estampes, Nos voisins ; Yves Tanguy pour La Chèvre ; Hans Bellmer pour Chaises et autres ; Christian Boppre et Hans Gessner pour la Femme juive ; Dominique pour Le Feu au ciel ; Jean Arp pour Le Sphère de sable, etc. De quoi constituer un mini-manifeste avec ces et ceux les autres artistes qui l'ont entouré. On ne s'en est pas privé. L'occasion était trop belle de présenter un panorama des arts plastiques quand l'imagination fait un pouvoir. On a (1) Musée national d'art moderne, cabinet d'art graphique.

doit compléter la collection de Georges Hugnet, où figurent aussi les œuvres graphiques des poètes : Victor Hugo, George Sand, Alfred Jarry, Guillaume Apollinaire, Paul Eluard. Ses poèmes, en quelque sorte, ont pour ambition de servir poétique et formuler son invitation au rêve sous les moyens traités bon.

L'humour et l'érotisme se marient à la plus tendre fantaisie dans tant de poèmes-écritures (Le Septième jour de la nuit, de collages, de photographies (Haut les mains, Pleins et débordés), d'assemblages (Le Bon de Troisième-Chemin), d'assemblages de matériaux hétéroclites (La Profession de la honte), de collages et de décalcomanies complètes à la gouache (Doux chousettes), po à l'huile, ou à la plume. Et un beau jour, Hugnet découvre que les œuvres de ce genre s'épanouissent en corollas, alors il les mélanges avec un Brel dont les siges acquiescent de fragments de paquets de cigarettes (Ce que le soleil croit de son poète). Ces diversissements n'égalent pas, dans les œuvres de ce genre, mais à travers l'histoire d'un homme qui a traversé de la surréalisme à la baguette elle apporte une combinaison désormais indispensable (1).

Enfin dans les salles voisines, plus de cent des années d'Alchimie, de 1952 à 1978, reflètent un monde non différent, un monde en liberté, où, en Rose libre). On voit ce qui passe par l'œil de l'artiste est resté d'instinct assés. Une nouvelle esthétique prend le relais, un nouvel humour amical. L'imagerie est insaisissable du titre ou de la légende. Souvent elle est de contrepoint à des « écritures trouvées », de vieilles factures, de vieux actes de vente, voire de vieilles copies de trop fameuses lettres d'après 1914 (Kurt Schwitters d'un quadrupède captif). Il s'agit d'une œuvre nationale d'art moderne, qu'il a promis de compléter. Tant mieux.

JEAN-MARIE DUNOYER.

Rock

LA NOUVELLE GÉNÉRATION

MAI-JUIN 1977

Notre chroniqueur de la publication de notre série d'articles sur les événements qui ont marqué la scène du rock au cours des dix-huit derniers mois (le Monde des 1^{er}, 6-7 et 8 août), François a écrit : « Juillet-août 1977 » (le Monde du 15 août).

La presse soignée a décliné une campagne de laisance contre la génération punk. L'idéologie ex comparée à celle du nazisme, on s'aperçoit très vite qu'elle ne dépasse pour pas le stade de la provocation. Les faits ont trouvé le moyen d'affirmer leur identité avec une musique qui leur ressemble et qui les reflète. L'Angleterre en pleine crise se propose pas d'écouter, les groupes n'ont pas cette préoccupation, tout au moins offrent-ils un exotisme efficace : la politique du « tout, tout de suite ». C'est aussi pourquoi la scène londonienne est plus violente, son action plus simple, plus directe, plus efficace. Tompkins, dans la rue, les punks font peur, ainsi deux membres de Sex Pistols sont victimes, en l'espace d'une semaine, d'agressions corporelles. Ces derniers ont signé un troisième contrat avec Virgin, une petite compagnie privée anglaise. God Save The Queen, leur second 45 tours, sort enfin sur le marché, et pour en assurer la promotion, les Pistols donnent un concert sur une péniche le jour du jubilé de la reine. Après être passée devant Buckingham Palace, la péniche est abîmée par une volée de gardes-côtes et ramorquée à quai, où des chauffouristes se débattaient entre passagers et forces de l'ordre. Le 45 tours atteint très vite le sommet des ventes. Les Stranglers enregistrent IV Rates Norwegian, un album concept et déviantement commercial.

Les Ramones et Talking Heads viennent de New York pour donner un concert à Paris. Les Ramones jouent très vite des morceaux de deux minutes trem, Talking Heads élabore une musique novatrice. Un nouveau groupe français, Téléphone, qui va bientôt faire parler de lui, vole simultanément la vedette de Eddie and The Hot Rod au Pavillon de Paris et Télévision à l'Olympia, deux très bons groupes au demeurant. Les Kinks rappellent de merveilleux souvenirs sur la scène du Pavillon de Paris, alors que J.-J. Cale se montre décevant sur celle de l'Olympia. David Bowie fait ses débuts à l'écran dans le film de Nicolas Roeg, The Man Who Fell To Earth. En France, le mouvement punk n'est approché que comme un phénomène de mode, et la presse, à l'exception des revues spécialisées, ignore l'investissement musical qui s'est créé. Elle semble l'ignorer aujourd'hui encore.

ALAIN WAIS.

Variétés

Après « Jésus-Christ superstar » « EVITA » A LONDRES

Conçu d'abord sous la forme d'un double album réalisé en 1976 par Tim Rice et Andrew Lloyd Webber, déjà auteurs de Jésus-Christ Superstar, Evita, fondée sur la vie d'Evita Peron, bénéficie presque aussitôt de l'engagement du public britannique et l'une des chansons du disque, Don't cry for me Argentina devient le succès de l'année. Cette nouvelle manière de monter le spectacle avant d'inventer les capteurs nécessaires pour que la comédie musicale soit ou non montée sur scène dépasse semble-t-il toutes les espérances. Au Prince Edward Théâtre de Londres, Evita est aujourd'hui assurée de plusieurs mois de locations.

Evita raconte l'ascension d'Evita Peron, fille cadavre d'un fermier, qui a connu une enfance malheureuse et qui, pour échapper à la misère, « monte » à Buenos Aires au milieu des années trente. Elle parvient à se faire un petit nom d'actrice de cinéma et de vedette de radio, rencontre en 1944 Juan Domingo Peron, le nouvel homme fort de l'Argentine, va parer sa vie, mobilise en sa faveur les masses, les « desarmados » le 17 octobre 1945 pour imposer au pouvoir un Peron menacé, devient ensuite l'un des piliers du régime péroniste qui s'établit alors. Elle est le lien entre le peuple et le Luder, la dame patronnesse, la militante syndicale et la femme libre, et elle survit à sa mort, en 1952, une sorte de béatification laïque.

Les années ont pris une certaine liberté avec la vie d'Evita Peron — par exemple le chanteur de usago Agnès Magaldi, qu'il faut intervenir lors de la première rencontre avec Peron en 1944, est déjà mort depuis six ans — et avec la réalité politique et économique de l'Argentine sous le premier gouvernement péroniste pour ne conserver qu'une sorte d'imagerie. Une imagerie d'auteurs à la fois fascinés par le personnage et plus que réticents à son itinéraire. Che Guvara, sous les traits du chanteur rock David Essex, a dans l'histoire un rôle de narrateur, de commentateur, mais aussi d'observateur qui intervient brutalement dans l'action pour interroger un personnage sur ses mobiles, sur la route parcourue.

Mis en scène par Harold Prince, qui utilise avec ingéniosité les pions et les documents filmés de l'époque, Evita est un divertissement dynamique, avec des chansons bien fabriquées et une interprétation remarquable.

CLAUDE FLÉOUTER.

Le chanteur Jacques Brel, qui a quitté sa retraite des Bies Marquises pour subir des examens médicaux, a demandé à l'arranger et chef d'orchestre François Rauber de réviser ses musiques avant le 18 septembre, afin, pense-t-on, d'enregistrer un nouveau 33 tours. Son dernier disque, sorti en novembre 1977, après dix ans de silence, avait battu tous les records de vente.

Musique

« LA FORCE DU DESTIN » à Vérone

Tout en haut de l'Arène, face à vingt-cinq mille spectateurs, neuf chiffres romains gigantesques, trois blancs, trois rouges, trois noirs : le théâtre entier n'est plus que cette Force du destin, un immense cadre trépané où les chiffres renvoient aux scènes. Tout le long de la représentation, lentement et presque imperceptiblement, un danseur à tête de mort gravit les degrés dans la pénombre, s'éloigne, revient chaque fois que frappe le hasard cruel. Dans le même temps, au centre de l'Arène, une sorte de rose du destin, rose de force, boussole par instants affoie, en blanc, rouge et noir, domine presque tyranniquement l'espace. Comme ceux du destin, certains mouvements imprévus interviennent parfois en oscillations lentes, en inclinaisons périlleuses d'une machine terrifiée, à la beauté froide, parfaitement étrangère à l'agitation du danseur, et comme son dard ou plutôt sa désignation ironique.

rait en vain dans l'implacation des cercles, des triangles et des carrés qui décoment le plateau, le campement militaire, l'église, le couvent, le palais, l'ermitage... Si les vêtements rayonnent pour la ligne à l'époque, ce n'est que très abusivement ; d'esprit géométrique, ils représentent selon les moments les trois couleurs fondamentales du décor.

Un Verdi lucide et désespéré

Le résultat, s'il provoque l'étonnement un peu agacé du public, renouvelle profondément la lecture de l'univers verdien. Au-delà des invraisemblances, les protagonistes apparaissent moins comme des caractères que comme des fonctions, le seul acteur véritable au fond que le destin lui-même. Dans cette vision absolue de Gio Pomedoro, le drame ver-

dien n'est pas seulement servi par une utilisation lumineuse de l'espace de l'Arène, peut-être pour la première fois utilisé pour lui-même. Il retrouve surtout les dimensions d'une pensée universelle, plus riche de structures que d'anecdotes, totalité de sens à découvrir par-delà le follement des épisodes : un Verdi lucide et désespéré, qui fait entendre la voix des foules et n'écoute ses héros que pour les perdre et les sacrifier, avec une cruauté superbe, aux fins de l'histoire à venir. Maurizio Arena a dirigé honnêtement Lillian Molnar Talajic, Renato Bruson, Veriano Luchetti possèdent les voix qui conviennent. Mais, de loin, le meilleur interprète a été le scénographe.

BERNARD RAFFALLI. * Prochaines représentations les 15, 18, 25 août et le 2 septembre.

En attendant Énée

La délégation musicale régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur a lancé une intéressante expérience d'animation qui a tenu pendant quatre mois de sensibiliser les lycéens d'Aix-en-Provence à l'art lyrique. Prenant comme prétexte les deux opéras anglais du Festival, Alcina et Didon et Énée, en utilisant par ailleurs l'exemple parodique du Beggar's Opera, devenu avec Kurt Weill l'Opéra de quat'zous, il s'agissait de faire entrer les adolescents dans l'univers du théâtre lyrique, en leur demandant de composer librement leur livret, leur musique, leur mise en scène, leurs décors et costumes, et de jouer ensuite eux-mêmes, pour aboutir à une représentation filmée, ou du moins à un montage audiovisuel.

l'archevêché pendant tout le Festival. On est certes plus près des procédés de Weill que des musiques de Purcell et de Haendel qui disparaissent complètement. L'intrigue de cet opéra, intitulé En attendant Énée (de pauvre a été changé en araignée par la méchante Alcina), est prodigieusement embrouillée et impossible à suivre, mais le spectacle est vivant et souvent cocasse, bien que la musique se limite à des effets fort élémentaires. Cet opéra brut aura sans doute fait rêver les lycéens et leur aura dévoilé peut-être quelques chose du merveilleux qui émerge tout à coup d'un travail complexe et ardue.

En tout ceci, le plus remarquable est le montage de diapositives, d'un art photographique infiniment plus délicat, qui parfois fait songer à d'étranges séquences de Fellini ou de Bergman.

La tentative mérite d'être reprise en tenant compte des enseignements sans aucun doute nombreux de cette première expérience aussi insatisfaisante que satisfaisante.

JACQUES LONGCHAMPT.

Lettres

Les poèmes d'Umberto Saba

(Suite de la première page.) Contemplant de Joyce, ami de Svevo, fasciné par le docteur Freud, Umberto Saba n'est son nom pour l'état civil) est né à Trieste en 1883. Plus tard, il remarquera que, naitre à Trieste en 1883, c'est comme naitre n'importe où ailleurs en 1880. Mais ce décalage culturel est, aussi bien, une chance : il va permettre à l'écrivain de ne pas être d'un pays, mais d'être à l'autre au gré des vents de la mode. Ce qu'il y a de certain, c'est que le poète va s'entraîner dans son enfance, donner à ses sensations premières une valeur exemplaire, découvrir dans la mémoire de son père les années la clé de son œuvre même. Lorsqu'il commença à écrire, et qu'il choisit un pseudonyme, il se souvenait à point nommé de sa nourrice, d'origine slovène : Proppa Saba. Parce qu'il avait une mère juive, la critique italienne, jusqu'à la chute du fascisme, et au-delà encore, parlera à son propos de « passimisme sabaite ». Croce, qui fut à sa façon un dictateur des lettres, le méconnaît avec opiniâtreté. Il fallut attendre ce jour où Carlo Levi proclama qu'il était « le plus grand poète italien depuis Leopardi » pour que son génie soit reconnu.

Umberto Saba sut conserver une position à tous égards originale : il n'était pas nationaliste, mais patriote ; il se voulait italien, mais non irrédentiste ; il combattit avec courage (et sans phrases) lors de la première guerre mondiale, mais il demeura pacifiste ; il se proclama très tôt socialiste ; il se déclara sous Mussolini « triomphant. Contradictions ? Non pas : fidélité à lui-même, à l'humanité du monde d'où il tira sa poésie. Ainsi, lors d'une crise grave, vers 1928, il se soumit à une analyse menée par Edouard Weiss, traducteur et ami de Freud. Loin que sa verve poétique s'y trouve compromise, elle en fut au contraire, chose rare ! confortée. Ses plus grandes œuvres commencèrent de paraître à cette époque.

Lorsqu'il fut sollicité dix ans, Umberto Saba entreprit de livrer ses apprentissages d'adolescent sous la forme d'un roman : Ernesto. L'œuvre demeure inachevée, mais ce que nous en connaissons est d'une réussite si parfaite qu'elle a droit de cité parmi les ouvrages majeurs de notre siècle. C'est écrit au niveau du vrai, loin des rhétoriques artificieuses ou du masque des mots : une limpidité dansante en fait le prix. Ernesto, c'est Umberto Saba. A seize ans, employé dans une menuiserie, il rencontra un homme de dix ans son aîné : ce sera sa première expérience sexuelle. Mais cela est resté sans honte et hors de toute culpabilité. Puis Ernesto, et le livre se poursuit avec une même impudeur calme, ira voir une prostituée. Le roman, du moins ce que Saba en a écrit, se termine au moment où Ernesto rencontre, au concert, un adolescent de son âge : ille, qui est la beauté.

Un autre épisode devait suivre : la découverte de Lina, celle que Saba allait épouser en 1911, et qui fut le grand amour de sa vie. Plus tard, mais cela le roman ne le conte pas, il traversa sans complaisance et avec difficulté l'ère fasciste, errant d'une ville d'Italie à l'autre, puis il revint se fixer à Trieste, où il fit le commerce des livres anciens jusqu'à sa mort, le 25 août 1957. Cette année-là, on l'avait proposé pour le prix Nobel de littérature.

Il y a, dans Ernesto, un passage qui très exactement définit l'art d'écrire d'Umberto Saba, ce qui est, inimitable, son « style » : Une façon d'aller au cœur des choses, d'atteindre le noyau incandescent de la vie, en dépassant résistances et inhibitions, sans périphrases ni détours en paroles inutiles ; qu'il s'agit de choses jugées basses et vulgaires (votre interdites), ou d'autres jugées « sublimes » : les situent — comme fait la nature — toutes sur le même plan. — Parce qu'ils obéissent à cette règle, les poèmes de Saba sont admirables. Mais on ne peut désormais séparer d'eux cet Ernesto qui est d'une santé esotère et d'une immortalité candide.

HUBERT JUIN.

LA FONDATION ROYAUMONT (030-92-60, poste 3156) vous informe qu'il reste encore des places disponibles pour le STAGE EXPRESSION VOCALE et CHANSON FRANÇAISE avec GILLES ELBAZ et ANICK NOZATI

équipement

CIRCULATION

Les départs sur les routes

- Multiplication des vérifications anti-alcooliques
- Renforcement des contrôles de vitesse

Au cours de ce long week-end des contrôles préventifs d'alcoolémie sont organisés sur les routes dans plusieurs départements. Dans la plupart des cas, on enregistre un nombre infime de contrevenants. Les réactions viennent moins des automobilistes que d'organismes ou de responsables régionaux qui redoutent que la généralisation de ces contrôles n'entraîne des conséquences économiques fâcheuses. Ainsi l'Association des viticulteurs d'Alsace (A.V.A.) souhaite-t-elle que l'on fasse une différence entre la « lutte anti-alcoolique » et la « lutte anti-pts ».

Dans le même esprit, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a annoncé, le 11 août, qu'il y aurait prochainement un renforcement des contrôles de vitesse sur les routes.

Ces contrôles, a-t-il précisé, auront lieu sous des modalités différentes qu'il ne peut pas de révéler ici, car l'élément de surprise, même lorsqu'on veut l'éviter, est dissuasif par excellence.

On apprend enfin que les automobilistes français ont relativement moins roulé au mois de juillet dernier : la consommation de carburant a été inférieure de 2,3 % à celle de juillet 1977, selon le comité professionnel du pétrole. Depuis le début de l'année, toutefois, les achats de carburant automobile ont progressé de 3,4 % par rapport à la période correspondante de 1977.

LE COUP DU BALLON

Le policier en chemise bleue se penchait vers l'automobiliste surpris d'être ainsi arrêté sans avoir commis d'infraction. Souriant, l'accusé même, évoquant les consignes du procureur de la République, l'agent lui a demandé de bien vouloir monter dans l'automobile stationnée un peu plus loin sur la bas-côté. Le temps de souffler dans un ballon — « progressivement et en une seule fois » — de constater qu'il ne conduisait pas en état d'ébriété, l'automobiliste était reparti, emportant quelquefois l'objet de cet interlude routier : « un souvenir ». En tout cas, sans qu'on lui fasse d'histoire pour le bruit anormal de son échappement ou pour la vignette décollée de son pare-brise.

C'est là l'une des quelques cent-cinquante personnes soumises au contrôle alcool-test, vendredi 11 août de 18 à 21 heures, quelque part sur la nationale 7, entre Virey-Châtelain et Ris-Orangis. Pour la première application dans l'Essonne de la nouvelle loi réglementant cette opération, on avait bien fait les choses. Beaucoup d'hommes en uniforme,

pour conseiller les « cobayes », quelques officiers en civil pour organiser l'opération, des journalistes et des photographes pour raconter et, veillant sur l'ensemble, plus soucieux en la circonstance de dissuasion que de répression, le commissaire de police d'Évry, M. Raymond Raspaud. Il commenta, débonnaire et bienveillant, la gravité au vent et l'œil aux aguets : « Ce n'est pas que les automobilistes soient rétrogrades, mais, dans l'ensemble, ils acceptent de jouer le jeu. Parmi ceux qui nous avons vérifié deux heures durant, nous n'avons trouvé aucun contrevenant. » Soucieux d'équité, le commissaire a pris grand soin de choisir toutes sortes de personnalités parmi les « contrôlés » : femmes et hommes, jeunes et vieux, conducteurs de grosses voitures comme de vieilles guimbarres, Français et immigrés, etc. Seuls, les touristes étrangers ont pu passer à travers les mailles du filet : « Ils ont déjà bien du mal à traverser la France. »

STÉPHANE BUGAT.

TRANSPORTS

LA GRÈVE DU ZÈLE DES CONTRÔLEURS AÉRIENS

- Le trafic paraît relativement moins désorganisé que les précédentes fois
- Le ministre se déclare prêt à reprendre les négociations

La grève du zèle des contrôleurs aériens, qui a commencé le vendredi matin 11 août et s'est éteinte le mercredi matin 13 août, n'a pas, dans un premier temps du moins, désorganisé aussi fortement l'activité des aéroports français et européens que le précédent mouvement, déclenché au moment des grands départs du mois d'août.

La quasi-totalité des contrôleurs aériens en poste au centre de contrôle régional d'Orly-Montesson ont suivi les consignes de grève du zèle, a affirmé l'inter-syndicale, en réponse aux demandes selon lesquelles le mouvement serait moins suivi, ce qui aurait entraîné des divergences entre les différents syndicats. Si les perturbations sont moins importantes que lors de la précédente action, « c'est en fait dû à une baisse de trafic de 25 % par rapport aux semaines précédentes », précisent les syndicats.

La journée du samedi 12 août, avec quatre cent quatre-vingt-deux vols programmés à Orly et deux cent soixante-deux à Roissy menaçait, toutefois, d'être un peu plus difficile que la précédente. Pourtant, ce samedi 12 août en fin de matinée, la situation est pratiquement normale sur l'ensemble des aéroports. A Orly et à Roissy, où, ce jour, une centaine de vols avaient été annulés, les retards ne dépassaient pas une demi-heure. En revanche, le décalage d'horaires paraissait plus élevé pour les charters au départ d'Orly-Sud.

Le vendredi 11 août, la situation avait été relativement normale à Orly : sur deux cent soixante-quinze vols programmés, seuls une dizaine, à destination de l'Espagne notamment, avaient été annulés et aucun n'avait été retardé de plus de 30 minutes.

Les aéroports de province avaient également connu, le vendredi 11 août, une activité quasiment normale. Ainsi à Marseille-Marseille-Marianne, les retards n'excé-

daient pas vingt minutes, mais le trafic était réduit en raison du « dégroupage » de certains appareils. A Lyon-Macdonald, le nombre des vols programmés pour cette fin de semaine est inférieure à celui du week-end précédent.

Dans les aéroports, toutes les mesures ont été prises pour éviter des embouteillages : renforcement des possibilités d'accueil et d'hébergement, installation d'antennes de la Croix-Rouge. A l'issue de la première journée de grève du zèle des aiguilleurs du ciel, les organisateurs de voyage se déclarent « heureusement surpris » par les conditions dans lesquelles se sont effectués les départs et arrivées de leurs clients.

La compagnie espagnole Iberia, qui a déjà annulé quarante-deux vols européens, a mis des avions gros porteurs en service sur les liaisons qu'elle assure. Sur la compagnie ouest-allemande Lufthansa a annoncé que ses appareils tenteraient d'éviter, le cas échéant, le survol du territoire français. En revanche, Grande-Bretagne, le week-end s'annonce difficile, notamment les journées du samedi 12 et du dimanche 13 août pour lesquelles des attentats « pouvant aller de deux heures à douze heures » étaient prévus.

Les pouvoirs publics sont ouverts à des négociations sur les conditions de travail des contrôleurs aériens. Sur les primes des contrôleurs aériens dès lors que le travail aura repris et que les « menaces » auront cessé, a réaffirmé, le vendredi 11 août, M. Joël Le Theule, ministre des transports.

M. Le Theule s'est déclaré « très ouvert aux négociations sur les conditions de travail ». Sur le calcul des primes, dont la complexité notamment est un « problème réel », il a indiqué que des propositions, certes « un peu méconnaissables », avaient été étudiées. Elles devaient être présentées aux syndicats, a-t-il dit, lors de la réunion du jeudi 10 août annulée après l'annonce de la reprise du mouvement.

Certains demandent pourquoi être satisfaits dans tel ou tel domaine, qui auront éventuellement des traductions budgétaires en 1979 », a précisé le ministre, appelant cependant qu'il devait respecter, dans le domaine des salaires, la politique générale du gouvernement. M. Le Theule a précisé qu'il n'était pas question de discuter du statut des contrôleurs aériens qui ne leur reconnaît pas le droit de grève.

Un nouvel aéroport à Tripoli — Le nouvel aéroport international de Tripoli, en Libye, vient d'être inauguré. Construit sur les bords de la mer, il occupe environ 40 millions de mètres carrés, soit environ 680 millions de francs. (A.F.P.)

ENVIRONNEMENT

L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS INDUSTRIELS

Vive émotion en Allemagne fédérale après les révélations de l'existence d'une « poubelle chimique » internationale

Deux événements récents illustrent les difficultés que rencontrent les industriels de la chimie à éliminer convenablement les déchets de leur production.

● EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, les services de l'environnement de l'Etat de Hesse confirment qu'une centaine de fûts contenant un insecticide hautement toxique sont arrivés le 10 août en provenance des Etats-Unis. Ces fûts doivent être entreposés dans l'ancienne usine de sel de Herla Neuendorf.

Selon l'hebdomadaire ouest-allemand « Quick », dans cette mine située à 700 mètres sous terre et d'une surface de 150 hectares sont déjà ensevelis 200 000 tonnes d'arsenic, de cyanure, de nitrate, etc. Toujours selon l'hebdomadaire, cette « poubelle mondiale » rapporte chaque année 5 millions de deutschemarks à la filiale de la B.A.S.F. qui l'exploite.

Le produit, expédié des Etats-Unis et qui vient de transiter par le port de Rotterdam, est du képone, insecticide particulièrement toxique et instable, qui a été découvert par la société, Allied Chemical qui le fabrique, essaye de s'en débarrasser.

Cette affaire risque d'avoir des conséquences politiques. Les élections au Parlement régional de Hesse auront lieu en octobre (« Le Monde » du 8 août) et les écologistes s'y présentent en force.

● AUX ETATS-UNIS, les autorités ont fait évacuer trente-sept des deux cents familles qui habitent un lotissement proche des chutes du Niagara. Le sol sur lequel leurs pavillons ont été bâtis renferme en effet des dizaines de produits toxiques, dont une dizaine sont reconnus comme cancérogènes.

Il y a une trentaine d'années, une usine chimique appartenant à la société Hooker se débarrassait de ses déchets dans un ancien canal désaffecté qui fut ensuite remblayé pour y bâtir une école et un lotissement. Mais aujourd'hui, les toxiques resurgissent et leurs vapeurs infectent le voisinage. Cette pollution pourrait être la cause des fausses couches et des malformations de nouveau-nés nombreuses dans la région.

Il y a trente ans, cette méthode de rejets était acceptée, a dit M. Bruce Davis, le vice-président de la Hooker.

L'ingéniosité humaine peut être légitimement fière de ses productions. Mais la maladie honteuse de notre civilisation, c'est aujourd'hui ses déchets domestiques ou industriels.

Les sondières de Lorraine et les potasses d'Alsace ne savent que faire du chlorure de sodium qui, par millions de tonnes, leur reste sur les bras. En Alsace, on le déverse dans le Rhin et les agriculteurs néerlandais poussent les hauts cris. En Italie, les fabriques de biocryde de Litane rejettent leurs boues rouges dans les eaux internationales au large de la Corse. En France, ces mêmes résidus suintent la coque des pêcheurs de la baie de Seine. Les emballages plastiques venus d'Espagne couvrent les plages de la côte aquitaine. La pollution est générale et n'a pas de frontière.

Depuis des décennies, les industriels de la chimie ont enterré sans autre forme de procès une partie de leurs déchets les plus toxiques. Mais les autorités s'aperçoivent aujourd'hui que cette précaution est tout à fait insuffisante puisque, sous une forme ou sous une autre, les produits nocifs réapparaissent souvent à la surface.

Circonsstance aggravante : les substances chimiques ont une exceptionnelle stabilité. Leur toxicité ne disparaît pratiquement jamais.

Les administrations se montrent avec raison de plus en plus pointilleuses. Les industriels, profitant du réseau des multinationales, tentent donc d'exporter leurs déchets vers des pays moins exigeants.

Face à l'Internationale des pollueurs, il n'est encore aucune internationale des protecteurs de l'environnement. De nombreuses conventions sur la protection des mers ont été signées ; leur application continue d'être lente. Mais on voit les conventions en matière de transport des déchets, de pollution des sols, de diversifiants dans les fleuves et de rejets dans l'atmosphère ?

Les déchets de la chimie qui s'accumulent par millions de tonnes ne sont pas seuls en cause. Voici venir le temps où l'élimination des déchets nucléaires soulèvera des difficultés considérables. Leur volume, encore insignifiant, va croître avec rapidité au fur et à mesure que le monde s'équipera de centrales atomiques. Et dans trente ans ces usines elles-mêmes constitueront de gigantesques déchets dont personne ne sait encore comment on pourra se débarrasser.

Pour l'heure, comme l'Allemagne fédérale joue le rôle de poubelle chimique, la France, avec l'usine de la Hague, joue celui de poubelle atomique.

Les voisins de ces dangereuses poubelles industrielles ou nucléaires supporteront-ils longtemps les risques qu'on leur fait courir ?

MARC AMBROISE-RENDU.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La conférence de Vichy sera préparée par un sondage national

La délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) confirme qu'une ample consultation nationale sera lancée dans la première quinzaine de septembre pour préparer la conférence nationale de l'aménagement du territoire décidée par le président de la République et qui sera réunie les 6 et 7 décembre à Vichy.

Cette consultation prendra une double forme : un questionnaire sera publié dans un numéro spécial de la Lettre de la Datar et diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires ; un son-

dage national sera lancé. Les résultats du questionnaire et du sondage seront utilisés pour l'organisation de la conférence.

En annonçant sa décision de réunir une conférence nationale en février dernier, le président de la République avait défini deux orientations pour la nouvelle politique d'aménagement du territoire : le renouveau de la France rurale et la décentralisation des pouvoirs.

Pour ce qui concerne les thèmes de cette consultation nationale, la DATAR précise qu'ils porteront essentiellement sur les données nouvelles de l'aménagement du territoire : redéploiement de l'appareil productif, vieillissement démographique, évolution des besoins français ; sur les « milieux » à gérer : ville, campagne, montagne, littoral ; sur les activités nouvelles sur lesquelles pourrait se fonder le développement économique de demain ; sur les moyens de maîtriser les contraintes et d'exploiter les chances de l'environnement extérieur.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12-08-78 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 12 août à 0 heure et le dimanche 13 août à 24 heures :

Un front froid aborderait l'ouest de la France samedi matin en donnant quelques pluies intermittentes. Il continuera à se déplacer vers l'intérieur du pays, où il sera peu actif, puis il provoquera une évolution orageuse, dimanche, sur la moitié sud-est.

Dimanche 13 août, de la Flandre à la France, le ciel sera passagèrement nuageux et il y aura quelques averses sur la partie du pays où le temps sera assez chaud et ensoleillé, mais des nuages d'instabilité se déve-

PRÉVISIONS POUR LE 13.8.78 DÉBUT DE MATINÉE



lopperont sur la moitié sud-est ; ils donneront quelques orages sur les Pyrénées et l'Aquitaine puis sur le Massif Central et les Alpes. Les vents resteront faibles, mais des rafales accompagneront les orages.

Samedi 12 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 022,8 millibars, soit 767 millibars de mercure.

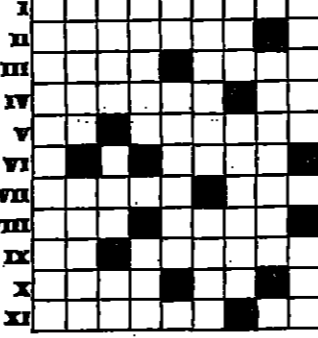
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 août ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) : Alsace, 24 et 12 degrés ; Auvergne, 24 et 13 ; Bretagne, 24 et 11 ; Brest, 20 et 14 ; Chari, 21 et 11 ; Cherbourg, 20 et 13 ; Clermont-

Ferrand, 21 et 9 ; Dijon, 22 et 11 ; Grenoble, 25 et 10 ; Lille, 21 et 8 ; Lyon, 22 et 9 ; Marseille-Marianne, 27 et 13 ; Nancy, 21 et 7 ; Nantes, 24 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 17 ; Paris-La Bourget, 22 et 11 ; Pau, 24 et 8 ; Perpignan, 28 et 13 ; Rennes, 22 et 12 ; Strasbourg, 23 et 10 ; Tours, 22 et 10 ; Toulouse, 25 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 18 degrés ; Amsterdam, 17 et 9 ; Athènes, 23 et 23 ; Berlin, 17 et 10 ; Rome, 17 et 12 ; Séville, 17 et 8 ; Les Canaries, 23 et 20 ; Copenhague, 21 et 12 ; Genève, 21 et 8 ; Lisbonne, 22 et 17 ; Londres, 22 et 13 ; Madrid, 23 et 17 ; Moscou, 18 et 11 ; New-York, 22 et 23 ; Palma-de-Majorque, 29 et 13 ; Rome, 28 et 13 ; Stockholm, 21 et 12.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2150



HORIZONTALEMENT
I. Aliment le grand air et les bons morceaux. — II. Peut donc facilement se démonter. — III. Exclut tout plaisir ; Couleur c'est ode. — IV. Peut se mettre dans une caisse quand il est liquide ; Participe. — V. Troupe chinoise ; Partois tenante. — VI. Déchet. — VII. Partie de manille ; Dépit quand on recherche un agrément. — VIII. Pâle, bien souvent ; Mis sur la voie. — IX. Conjonction ; Pas argentine. — X. Dans une alternative ; Localité de France. — XI. Sans chapardeur ; Ne reste pas neuf longtemps.

VERTICALEMENT
1. Se prennent pour des légumes. — 2. Matière pour boucher ; Dédaigné par ceux qui n'aiment pas la crème. — 3. Qui dure ; Les effets en sont légers tant que dure le printemps ; Modeste contribution à la formation d'un ensemble important. — 4. Ont donc fait l'objet d'un enlèvement ; Peut faire perdre bien des boutons. — 5. Préfixe ; Hors de combat. — 6. Déplait généralement même à ceux qui aiment le changement ; Biancchi quand il est étendu. — 7. Gris pour un cap ; Aïrs d'enterrement. — 8. Comme un sac. — 9. Qui se suit et se ressemble ; Peut se mettre en boule.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 2149

Horizontalement
I. Vendangeuses (cf. « Ban ») ; Or. — II. Inouï ; Nasarde. — III. No. ; Elot ; Td. — IV. Dramatiser ; Menu. — V. Imminent ; Adora. — VI. Clans ; Etalon ; Tu. — VII. Aïre ; Iso ; Et ; En. — VIII. Ter ; Or ; La ; Pal. — IX. Iso ; Rio ; Côté. — X. Si ; Ingéria. — XI. Es ; Sot ; Ecce. — XII. Sali ; Acéré ; En. — XIII. Lavabo ; Or ; Urra. — XIV. Puce ; Lille ; Te. — XV. Otis ; En ; Sieste.

Verticalement
1. Vindictive ; Pô. — 2. Enormités ; Salut. — 3. No ; Amarrés ; Lacs. — 4. Dd ; Mine ; Olyvia. — 5. Ai ; Aui. — 6. Ba ; Irritable. — 7. Gélines ; In ; Coin. — 8. Ostéologie. — 9. Ouf ; Rois. — 10. Sa ; Raie ; Crébral. — 11. Est ; Dorot ; Les. — 12. Saubons ; Tordues. — 13. Et ; Pène. — 14. Odonates. — 15. Reçu ; Onis ; Nuée.

GUY BROUTY.

VISIONS D'ÉTÉ

DES TORTUES GUYANAISES AU LARGE DE LA ROCHELLE

Avec un peu de chance, les estivants du littoral vendéen peuvent avoir la surprise d'apercevoir d'énormes tortues voguant non loin des plages.

Chaque été, en effet, des tortues-luths fréquentent ces parages. Longues de 2,70 mètres pour un poids de 600 kilos, elles diffèrent des autres tortues, car elles ne sont protégées que par des carapaces souples en a cuir.

Le musée d'histoire naturelle de La Rochelle (1) alimentera son savoir plus sur leurs mystérieux déplacements. Ces tortues viennent vraisemblablement des côtes de Guyane française, leur principal lieu de ponte dans l'Atlantique. C'est sans doute l'importance de l'ensoleillement qui les attire dans les environs des îles de Ré et d'Oléron, mais aussi les grosses méteores qui y abondent et qui constituent leur nourriture préférée. Certains individus particulièrement aventureux pénètrent en Bretagne ou s'agrippent même jusqu'en Scandinavie.

M. Raymond Duguy, conservateur du musée de La Rochelle, tente de marquer certaines des tortues-luths ou même de poser sur leur « cuir » un radiodémodulateur. Jusqu'à présent, on ignore complètement comment vivent ces animaux entre la Guyane et l'Europe ; les stades intermédiaires entre la tortue nouvelle-née et l'adulte sont même inconnus.

JEAN-JACQUES BARLOY.
(1) 28, rue Albert-1^{er}, 17000 La Rochelle.

AFFAIRES

Manufrance : les conditions juridiques sont réunies pour la création des filiales Hacheffe s'intéresserait au « Chasseur français »

De notre correspondant régional

Lyon. — Les cent trois actionnaires de la société Manufrance, présents ou représentés à l'assemblée générale extraordinaire réunie le vendredi 11 août, à Saint-Etienne, ont adopté, à l'unanimité, moins une voix — celle d'un actionnaire détenant seulement cinquante-neuf actions, — une nouvelle rédaction du paragraphe 3 des statuts...

Cette décision revient pour les actionnaires à accepter le plan de redressement présenté par M. François Gadot-Clet, P.-D.G. et déjà approuvé successivement par M. René Monory, alors ministre de l'Industrie, le 12 juin, le conseil municipal de Saint-Etienne et enfin, le personnel de l'entreprise. Avec le vote des actionnaires, les « conditions juridiques » sont désormais réunies pour la création des trois filiales...

Le déblocage de l'avance de 8 millions de francs sur un prêt total de 20 millions consenti par le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) paraît également acquis. Le P.-D.G. de Manufrance et ses collaborateurs estiment tout au moins qu'en appliquant le plan...

RECTIFICATIF. — Le livre de Jean-François Goux, dont Alfred Savvy a rendu compte dans « Le Monde de l'économie » du 8 août, s'intitule « Éléments d'économie immobilière », et non pas « mobilière », comme il a été écrit par erreur.

L'ACCORD ENTRE PEUGEOT-CITROËN ET CHRYSLER Les syndicats de cadres européens de la métallurgie se réunissent à Londres

Le rachat par Peugeot-Citroën des filiales européennes de Chrysler a été accueilli favorablement par la Commission des Communautés, qui examinera dans les semaines à venir les conséquences du contrat en matière de pratiques commerciales et d'emplois.

Aux États-Unis, l'opération est généralement bien accueillie dans les milieux spécialisés de l'automobile et dans les milieux boursiers qui la jugent comme une « excellente transaction financière ». En France, M. René Monory, ministre de l'économie, a estimé au micro d'Europe 1, que l'accord intervenu était « une bonne affaire », dont il faisait « sejourner ». La constitution de deux groupes « de presque même importance » (Peugeot-Citroën-Chrysler et Renault-Berliet-Savvier), « bien armés pour faire face à la concurrence », est « pour la France extrêmement importante ».

De son côté, M. Georges Marchais demande, au nom du parti communiste et de ses élus, « l'examen de cet accord par le Parlement public, est dédié à une des tâches immédiates des comités d'entreprise, ainsi que le prévoit la loi ». Pour le secrétaire général du parti communiste, « il s'agit d'un moment très important du coup porté, avec l'approbation du gouvernement français, à l'indépendance de notre politique industrielle, à la société nationale Renault, aux « services de la construction automobile française ». (...) Avec cet accord, en effet, une partie du capital de Peugeot-Citroën, qui a bénéficié de l'argent public, est dirigée vers des plus puissantes sociétés américaines, qui pourra ainsi intervenir dans cette grande entreprise française. (...) C'est la dernière étape de ce processus, après le transfert de Bonn, de l'acceptation par M. Giscard...

CONJONCTURE

Forte augmentation du chômage au cours du mois de juillet

Nouvelle et forte poussée du chômage : en juillet, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a augmenté, en données brutes, de 5,3 % par rapport à juin, passant de 1 098 900 à 1 094 200 (nos dernières éditions du 12 août). En un an, cette aggravation est de 3,95 % (1 004 300 demandes en juillet 1977).

En données corrigées des variations saisonnières, même si le ministère du travail et de la participation n'accorde plus qu'une importance relative à cette série statistique qu'il continue cependant de publier, c'est un « record » qui a été enregistré en juillet : 1 241 100 demandes d'emploi contre 1 188 100 en juin (+ 4,5 %). Jamais encore, on n'avait atteint et dépassé, en données corrigées, les deux cent mille chômeurs. C'est plus de cent mille demandeurs d'emploi en juillet 1977 (1 139 600, soit + 8,9 %) et quelque trois cent vingt mille chômeurs de plus qu'en juillet 1976 (918 500, soit + 3,5 %).

La délégation à l'emploi explicite que ainsi cette année dégradation de la situation : « Le

PRIX

LES PRIX DU PAIN ONT AUGMENTÉ

Les chemins de la liberté...

La mesure libérant les prix du pain est entrée en vigueur samedi 12 août. Le plus gros bond en hausse a été enregistré sur le pain de 800 grammes majoré deux fois. Les augmentations varient de 10 à 15 centimes, selon les arrondissements, parfois selon les quartiers. Les consommateurs, cependant, ne jurent pas toujours pleinement.

Dans certains endroits, comme dans le dix-huitième arrondissement, les boulangers se sont mis d'accord pour utiliser leurs prix. Les nouveaux tarifs portant la baguette de 1,25 F à 1,40 F et le pain de 500 grammes de 1,30 F à 1,45 F. Les pains au chocolat chaussons aux pommes et croissants ont augmenté de 5 %.

La situation est bien différente dans les onzième et dix-septième arrondissements, où on ne s'est pas accordé sur les prix. Un boulangier de la rue Legendre déclarait samedi matin avec beaucoup de dévouement, dans une boutique pleine : « Je n'ai pas de pain de 1,40 F pour le moment, peut-être 1,45 F dans une demi-heure. Qui sait ? »

Dans la même rue, à quelques mètres de là, le maître du baguette était venu de 1,35 F. Dans le onzième arrondissement, les prix de croissants varient d'un bon centime à l'autre. Certains commerçants déclarent ce manque de concertation et attendent les réunions qui doivent avoir lieu la semaine prochaine pour tenter d'unifier les prix. D'autres, au contraire, défendent la concurrence et pensent que c'est un consommateur de juger le rapport qualité-prix.

La clientèle, quant à elle, ne semble pas s'émouvoir de la hausse. On achète, on paie son pain sans commentaires excessifs, et c'est tout ce qu'il faut pour un consommateur qui n'a pas fait payer une demi-baguette 70 centimes alors qu'elle est « à 1,25 F ». C'est pourtant là la seule donnée qui n'ait pas changé. — D. M.

AGRICULTURE

L'Union soviétique aura une excellente récolte de céréales cette année, estime le département américain de l'Agriculture. La récolte devrait atteindre 220 millions de tonnes, en augmentation de 12 % par rapport à celle de l'an dernier, estiment les experts américains. Elle approchera ainsi le record de 223 millions de tonnes enregistré en 1973.

La décevante récolte de l'an dernier a amené l'Union soviétique à acheter près de 18 millions de tonnes de blé et de maïs cette année aux États-Unis. Les bons résultats de 1978 devraient se solder par une diminution substantielle des achats de blé. L'U.R.S.S. s'est néanmoins engagée à importer au moins 6 millions de tonnes de céréales américaines par an pendant une période de cinq ans commençant en octobre 1978. — (A.F.P.)

L'indemnisation au titre des calamités agricoles. — A la demande de M. Monory, ministre de l'économie, la caisse nationale du Crédit agricole va avancer 350 millions de francs pour aider à poursuivre le règlement des indemnités dues au titre des calamités agricoles de 1977. Ces nouvelles facilités financières ont été rendues indispensables en raison de l'impossibilité dans laquelle se trouvait le Fonds national de garantie des calamités agricoles de faire face à la situation.

MONNAIES

Le prix du hamburger d'abord...

(Suite de la première page.)

Cette relative indifférence du grand public face à l'absence quasi totale de l'administration face au nouveau repli du dollar, au cours des quelques semaines. La théorie officielle veut que le dollar se redresse quand le programme énergétique du président Carter sera adopté par le Congrès et qu'on commencera à freiner les importations de pétrole, quand l'impact du réajustement monétaire se fera sentir sur la balance commerciale, quand la politique anti-inflationniste de l'administration portera ses fruits.

On se garde bien toutefois dans les milieux officiels de faire la moindre prévision sur le moment où tout cela se produira, les milieux d'affaires se contentant de « s'agiter » et de spéculer sur la balance commerciale qui s'améliorera si le taux d'expansion se redresse en Europe et au Japon, entraînant un accroissement des importations de ce pays. Mais la conjoncture européenne demeure bien incertaine et les experts estiment maintenant que le Japon devra adopter de nouveaux stimulants budgétaires s'il veut atteindre le taux de croissance de 7 % qu'il s'est fixé comme objectif cette année.

Pas question pourtant de contrôles... Le commerce extérieur américain devrait également tirer profit de la dévaluation de fait du dollar. Son impact n'est cependant guère fait sentir jusqu'à présent. Le déficit de la balance commerciale a diminué de 10 milliards de dollars, mais encore beaucoup trop faible pour que l'on puisse parler d'un assainissement durable. Quant à l'énergie, le Congrès est toujours peu pressé de se prononcer sur le programme que le président lui avait soumis en avril 1977 et qu'il a profondément modifié. Le speaker de la Chambre des représentants M. Thomas « Tip » O'Neill, commence à parler d'une session spéciale après les élections de novembre si le programme n'a pas été adopté d'ici là. Une chose paraît d'ores et déjà certaine : le Congrès ne votera pas cette année la taxation du pétrole à la production qui était pourtant l'un des volets fondamentaux du projet de la Maison Blanche.

Seules l'inflation et la nécessité de la combattre font l'unanimité de la communauté financière, publique et des milieux d'affaires. L'administration étudie actuellement les moyens de renforcer la

politique anti-inflationniste fondée uniquement sur la coopération volontaire du patronat et des syndicats, qui n'a donné aucun résultat jusqu'à présent, encore que la hausse des prix de gros se soit un peu ralentie en juillet.

Un groupe de hauts fonctionnaires étudie diverses méthodes pouvant aller d'avantages fiscaux aux entreprises qui maintiennent leurs prix à l'équilibre des prix de gros et des salaires. Aucune décision n'a été prise jusqu'ici et aucune ne le sera sans doute avant plusieurs semaines. En tout cas, il n'est pas question d'un contrôle des prix et des salaires. Le président Carter vient encore de le répéter dans une interview au magazine Businessweek.

De l'avis de tous les analystes financiers c'est l'inflation qui est au cœur de la maladie du dollar. C'est elle qui amène les délégués des sociétés à voter des débaucheries. C'est donc contre elle avant tout qu'il faut se battre. La First Chicago Corporation continuera à tomber aussi longtemps que le marché s'attendra à une accélération de l'inflation aux États-Unis. Tant que la politique économique de ce pays ne sera pas modifiée, les perspectives resteront sombres pour le dollar. (Interim.)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE OFFICE DES PORTS NATIONAUX TUNISIENS APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL pour les travaux d'extension du port de La Goulette et d'aménagement du port de commerce de Sfax AVIS DE PRÉSELECTION L'Office des Ports Nationaux Tunisiens envisage de lancer les travaux d'extension du port de La Goulette et d'aménagement du port de commerce de Sfax. Les travaux comprennent : A. - EXTENSION DU PORT DE LA GOULETTE - Création d'un nouveau port de commerce au sud-ouest du port actuel avec sept postes à quai, 50 ha de terre-plein sous douane, 60 ha de zone hors douane, 32.000 m2 de hangars, un centre administratif. - Construction d'une zone de servitude et à matières dangereuses avec trois estacades, deux postes à quai, 2 ha de terre-plein. - Aménagement de la gare maritime actuelle avec un appentement supplémentaire. B. - AMÉNAGEMENT DU PORT DE SFAX Les aménagements projetés comprennent au sud du bassin principal, quatre postes à quai, 16 ha de zone sous douane, 18.000 m2 de hangars. Ces travaux, dont le financement a été demandé à la BIRD (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement), feront l'objet d'un appel à la concurrence sous forme d'un appel d'offres ouvert sur offres de prix, pour lequel il est procédé à une présélection des sociétés ou entreprises. A cette fin, les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé, avant le 15 septembre 1978 à 12 heures, leur demande de participation rédigée en français à M. LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OFFICE DES PORTS NATIONAUX TUNISIENS Bâtiment Administratif - Port de La Goulette (Tunis) Pour être recevables, les demandes précitées devront être rédigées conformément au dossier de présélection réglementaire qui peut être retiré soit à la Direction de l'Office des Ports Nationaux Tunisiens, soit au Bureau Central d'Études pour les Equipements d'Outre-Mer (B.C.E.O.M.), 15, square Max-Hymans, Paris (15^e).

LES MARCHÉS La chute du dol... Lor au pl...

LES MARCHÉS LA BOURSE DE PARIS

LES MARCHÉS LA BOURSE DE PARIS

LES MARCHÉS LA BOURSE DE PARIS

LES MARCHÉS LA BOURSE DE PARIS

LES MARCHÉS LA BOURSE DE PARIS

LES MARCHÉS LA BOURSE DE PARIS

LES MARCHÉS LA BOURSE DE PARIS

LES MARCHÉS LA BOURSE DE PARIS

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

La chute du dollar s'accélère L'or au plus haut

La semaine précédant le 15 août est traditionnellement agitée sur les marchés des changes. Peu-être tout simplement parce que les opérations ont de la mémoire et se souviennent que le 15 août 1971, Richard Nixon, alors président des États-Unis, annonça que le DOLLAR n'était plus convertible en or. La période sous revue n'a pas échappé à la règle : la devise américaine vigoureusement attaquée a vu ses cours tomber à leurs plus bas niveaux à Francfort, Zurich et Amsterdam.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

Table with columns: PLACE, Livre, \$, S. A., Franc suisse, Franc belge, Mark, Franc suisse, Livre, Litres. Rows include London, New-York, Paris, Zurich, Frankfurt, Bruxelles, Amsterdam, Milan.

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs d'un dollar, de 100 deutschemarks, de 100 couronnes, de 100 francs belges et de 1.000 lires.

ainsi le repli de la devise américaine déjà peu vaillante le prochain pour freiner les importations de capitaux : aux arènes imprimées par l'évolution de la situation économique aux États-Unis ; à l'attitude des banques centrales enfin qui depuis quelques temps ont cessé complètement d'intervenir, préférant à l'ancien le nouveau seul point d'équilibre.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with columns: Indices généraux, Secteurs, Produits de base, Construction, Biens d'équipement, Biens de consommation, Services publics et transport, Valeurs étrangères, Bourses régionales.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 7 AU 11 AOUT

Un repos mérité

Décidément, les actions françaises se refusent à baisser. Solidement campées sur les positions acquises à la fin du mois dernier, la Bourse a, cette semaine encore, brillamment résisté aux vagues successives de ventes bénéficiaires qui se sont abattues sur elle.

Amorcé le 4 août, le mouvement de baisse, « sain et légitime », selon les boursiers, s'est lentement poursuivi lundi et mardi. Simultanément, le rythme des échanges s'est considérablement ralenti sur le marché à terme.

Cela dit, « l'affaire Peugeot-Chrysler », comme on l'appelle déjà au Palais Brongniart, est toujours en suspens. Il n'est pas certain, au demeurant, qu'elle en ait le véritable besoin.

Malgré les gains importants de ces derniers mois, la hausse des valeurs françaises devrait se poursuivre, vient d'écrire une importante banque allemande. En attendant, la Bourse prend un moment un repos bien mérité.

PATRICIE CLAUDE.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Haussa du cuivre, du zinc et du sucre

MÉTALUX. — Une reprise est perceptible sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les cours de l'étain sont soutenus tant à Londres qu'à Pennant. La reprise s'est confirmée sur les cours du plomb à Londres.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

Table with columns: MATIÈRES, Unité, Cours. Rows include METALUX, TEXTILES, CAOUTCHOUC, DENRÉES.

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Table with columns: Valeur, Nombre de titres, Valeur en francs. Rows include Peugeot-Citroën, MATSA, C.S.P., etc.

Bourses étrangères

NEW-YORK Irrégulier

Après la flambée de hausse de la semaine précédente, les cours ont évolué en dents de scie et l'indice des industriels a finalement progressé de 2,25 points à 820,25.

Table with columns: Cours 4 août, Cours 11 août. Rows include AIG, AT&T, Boeing, Chase Manhattan, etc.

L'autre un peu décevant de la semaine précédente, le marché des métaux a été marqué par la baisse des prix de gros en juillet, qui, bien que restant, est jugé encore trop fort, aux inquiétudes, enfin, concernant le prix du pétrole.

LONDRES Plus 3,5 %

Comme la plupart des autres marchés, la place de Londres s'est élevée cette semaine à son plus haut niveau de l'année et l'indice des industriels a progressé de 3,5 %.

Indice « F.T. » du 11 août : Industrielles, 318,8 (contre 497,2) ; mines, 200 (contre 185,1) ; Fonds d'Etat, 71,28 (contre 70,86).

Table with columns: Cours 4 août, Cours 11 août. Rows include Dow Jones, Nikkei, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Cours 4 août, Cours 11 août. Rows include Or (100 onces), Or (100 onces), etc.

TOKYO Effritement

Les cours ont évolué de façon très irrégulière et, malgré la hausse des actions étrangères à l'exportation, notamment vers la Chine, une tendance à l'effritement a prédominé.

L'activité a porté sur 1,243 millions de titres. Indices du 11 août : Nikkei, Dow Jones, 5.022,00 (contre 5.022,00) ; indice général, 418,28 (contre 418,62).

Table with columns: Cours 4 août, Cours 11 août. Rows include Canon, Fuji Bank, Honda Motors, etc.

FRANCFORT Au plus haut de l'année

Une assez forte reprise a été enregistrée cette semaine, qui a conduit le marché à son plus haut niveau de l'année malgré l'attente relative maussade des valeurs d'automobiles.

Table with columns: Cours 4 août, Cours 11 août. Rows include A.E.G., B.A.S.F., Bayer, etc.

La procédure des O.P.A. est simplifiée et complétée

M. René Monory, ministre de l'économie, a présenté mercredi à la presse un projet de réforme de la procédure des offres publiques d'achat (O.P.A.) et d'échange (O.P.E.). La distinction entre la procédure normale et la procédure simplifiée est maintenue, mais le champ de chacune d'elles est élargi.

Handwritten note: 150

Le chômage le juillet

Le chômage le juillet... (Vertical text on the left margin)

PRODUCTION INDUSTRIELLE CAISSE EST RETOURNÉE A SON NIVEAU D'AVANT GUERRE.

ARGIE

NE SAURAIT DÉVALUER LES COMPAGNIES DE PÉTROLIÈRES

